

La 6^e rencontre annuelle Algérie-UE scelle un partenariat énergétique inédit

P.02

“ L'Algérie n'est plus un simple consommateur ”

L'appel de Michel Bisac aux entreprises françaises



P.03

Le président Tebboune ordonne le retour immédiat de l'ambassadeur d'Algérie au Niger



P.02



Transports :



Début de la réception et de la distribution dans les grandes villes des 10000 bus importés

P.04

Alger :



Lancement de la 1^{ère} édition du Hackathon de la formation professionnelle

P.04

Annaba :



Distribution de 10 000 colis alimentaires en préparation du mois sacré de Ramadhan

P.06

Annaba :

La conservation des forêts se mobilise en prévision de la campagne nationale de plantation de 5 millions de plants



P.06

ALGÉRIE – NIGER :

Le président Tebboune ordonne le « retour immédiat » à Niamey de l'ambassadeur algérien



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné le retour immédiat à Niamey de l'ambassadeur d'Algérie accrédité auprès de la République du Niger, selon un communiqué rendu public jeudi par le ministère des Affaires étrangères. Cette décision intervient à la suite du retour en Algérie, ce 12 février 2026, de l'ambassadeur nigérien et de sa reprise officielle de fonctions, marquant ainsi une étape significative dans la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays.

« Monsieur le président de la République, Abdelmadjid Tebboune,

a donné des instructions pour le retour, avec effet immédiat, à Niamey de l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire accrédité auprès de la République sœur du Niger », lit-on dans le communiqué. Renforcement des relations bilatérales D'après la même source, cette mesure traduit « l'importance particulière que le chef de l'État accorde au renforcement des liens de fraternité, de coopération et de bon voisinage unissant l'Algérie et le Niger », ajoute le communiqué. Elle s'inscrit dans une volonté politique affirmée de consolider les relations bilatérales et de redynamiser les

mécanismes de concertation entre les deux capitales. Cette mesure « favorisera assurément la relance de la tradition de dialogue politique bilatéral au plus haut niveau, la reprise de la coopération multiforme initiée entre les deux pays frères et la concrétisation de projets stratégiques au bénéfice de l'intégration régionale et continentale », ajoute la même source. Par cette initiative, Alger entend ainsi réaffirmer son attachement à des relations stables et constructives avec Niamey, dans un contexte régional où la coopération et la coordination politique apparaissent plus que jamais comme des leviers essentiels pour relever

les défis communs et promouvoir le développement partagé.

Attaf s'entretient avec son homologue zimbabwéen à Addis-Abeba

Toujours dans le contexte des relations diplomatiques entre l'Algérie et les pays africains, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a tenu, mercredi à Addis-Abeba, des entretiens bilatéraux avec le ministre des Affaires étrangères et du Commerce international de la République du Zimbabwe, pays frère, M. Amon Murwira, en marge de sa participation aux travaux du Conseil exécutif de

l'Union africaine (UA), a-t-on appris auprès du communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, les deux parties ont « examiné les moyens de développer les relations d'amitié et de coopération unissant l'Algérie et le Zimbabwe, à la lumière des importantes décisions prises par les présidents des deux pays lors de leurs entretiens à Alger en juillet dernier », ajoute le communiqué.

Les deux ministres ont également discuté des « perspectives de poursuite de la coordination bilatérale au niveau africain, au service des questions de sécurité, de développement et d'intégration au sein du continent », conclut le communiqué.

La 6^e rencontre annuelle Algérie-UE scelle un partenariat énergétique inédit



l'Algérie se positionne pour l'avenir

Mourad Adjali a détaillé les projets de coopération dans les énergies nouvelles et renouvelables, avec un accent sur le développement de l'hydrogène vert et l'interconnexion électrique avec l'Europe. Il a précisé que ces initiatives visent à consolider la position de l'Algérie comme fournisseur d'énergie propre et durable. Selon Nabil Kafi, SG du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, le pays a déjà lancé la production d'électricité. A partir de ressources renouvelables pour une capacité d'environ 4 000 mégawatts. Dans le cadre d'un programme plus large visant 15 000 mégawatts à l'horizon 2035. Ce déploiement devrait placer l'Algérie en tête des pays africains dans le domaine des énergies renouvelables. Ainsi, renforcer ses capacités d'exportation vers l'Europe.

Algérie – UE : une coopération structurée pour une transition énergétique équilibrée Le secrétaire général du ministère des Hydrocarbures, Miloud Medjellet, a annoncé la création de groupes de travail impliquant des entreprises européennes.

Ces groupes se concentreront sur la réduction de l'empreinte carbone dans les chaînes de valeur du pétrole et du gaz. Et sur l'adaptation aux réglementations européennes exigeant technologies performantes, investissements conséquents et temps de mise en œuvre. Medjellet a insisté sur la nécessité d'un « dialogue approfondi, équilibré et pragmatique », afin de préserver les intérêts des pays producteurs. Tout en favorisant la réussite de la transition énergétique sur la base d'une vision partagée.

Énergies renouvelables et hydrogène vert :

Crise diplomatique France – Algérie : Laurent Nuñez prendra-t-il enfin l'avion ?



Invité par son homologue algérien, Laurent Nuñez pourrait s'envoler pour Alger dès la semaine prochaine. Ce voyage fait figure de preuve de test : dans un contexte de crise diplomatique, il s'agira de déterminer si le dialogue peut reprendre ou si le gel des relations est désormais acté sur le long terme. D'après les informations du Figaro obtenues auprès de la place Beauvau, Laurent Nuñez est pressenti pour un déplacement en Algérie en début de semaine prochaine. Le ministre français de l'Intérieur reste toutefois dans l'attente d'une confirmation officielle des dates par les autorités algériennes, selon la même source.

Marquée par de multiples reports et incertitudes, cette visite est désormais perçue par Paris comme l'ultime opportunité pour rétablir le dialogue. Les diplomates français y voient « la dernière chance » pour débloquer la coopération sur les flux migratoires et obtenir la libération de Christophe Gleizes. Pour rappel, la condamnation du journaliste sportif a été confirmée en appel le 3 décembre dernier.

Laurent Nuñez : « J'ai toujours une invitation »

Le mot d'ordre est venu récemment d'une figure inattendue : Ségolène Royal. De retour en France, la présidente de l'Association France-Algérie a publiquement déploré les conditions de Laurent Nuñez, tout en exhortant le ministre de l'Intérieur à rendre effective sa visite prévue en Algérie.

Interrogé sur TF1 il y a une semaine, Laurent Nuñez avait fait de la reprise des expulsions un préalable indispensable à son déplacement. Le ministre avait aussi insisté sur la libération de Christophe Gleizes. Estimant que ces exigences étaient « minimalistes », il avait affirmé : « J'attends qu'il y ait une évolution sur ces sujets, je me rendrai à ce moment-là en Algérie. J'ai bon espoir, je sais que j'irai ». Bien qu'il ait initialement refusé tout compromis sur ses conditions, Laurent Nuñez a assuré au micro de BFMTV-RMC, lundi 9 février dernier, que son déplacement

en Algérie est « dans les tuyaux ». Dans un contexte bilatéral encore fragilisé par les crises de l'année 2025, le ministre de l'Intérieur répète avoir « été invité par son homologue, le ministre de l'Intérieur algérien ».

« Cette visite est en cours de préparation (...) J'ai toujours une invitation en cours de mon homologue (...) Bien sûr, j'y répondrais, on travaille aux conditions de cette visite » déclare-t-il avant de préciser qu'il souhaite parler de « de questions de sécurité, de réadmission, de lutte contre le terrorisme et de narcotrafic ».

« Les renvois des Algériens sous OQTF n'ont toujours pas repris »

Le locataire de la place Beauvau a exprimé sa satisfaction quant à la reprise du dialogue : « Je me félicite que les échanges sécuritaires aient repris entre les deux pays ». Il a cependant nuancé son propos en précisant que les reconduites à la frontière des ressortissants algériens sous le coup d'une OQTF ne sont pas encore effectives « pour l'instant ».

« Ils sont beaucoup dans les centres de rétention, on a 40% de ressortissants algériens dans les centres de rétention administratifs actuellement. C'est pour ça qu'il faut qu'il y ait une évolution de la situation », explique-t-il encore.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdolkader - Annaba

Directeur general : Bicha salim
Directeur de la publication : Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousetimes.dz
Email: redaction@seybousetimes.dz
contact@seybousetimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

« L'ALGÉRIE N'EST PLUS UN SIMPLE CONSOMMATEUR »: L'appel de Michel Bisac aux entreprises françaises

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française, Michel Bisac

Sur le plateau de l'émission Hebdo Show diffusée sur AL24 News, le président de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française, Michel Bisac, a livré un message clair aux entreprises françaises. Loin du débat sur les importations, il a recentré la discussion sur un changement qu'il juge profond. L'Algérie ne doit plus être perçue comme un marché d'écoulement, mais comme un territoire d'investissement et de production.

Fort de vingt années d'expérience sur le terrain, l'intervenant a décrit une transformation progressive du paysage économique algérien. Selon lui, les conditions sont aujourd'hui réunies pour encourager une implantation industrielle durable.

Investissement en Algérie : un « véritable changement de

paradigme » selon Michel Bisac

Michel Bisac a d'abord tenu à déplacer le curseur du débat. « Je ne voulais pas vous parler des 5 milliards d'importation de France (...) Je voulais vous parler des investissements que la France notamment et puis les autres pays doivent faire ici en Algérie », a-t-il déclaré.

Il insiste sur un « véritable changement de paradigme ». Pour lui, « l'Algérie n'est pas simplement un consommateur. L'Algérie est aussi un pays dans lequel il faut venir, il faut investir pour travailler et fabriquer sur place ».

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française met en avant deux éléments clés :

- Un coût de l'énergie qu'il qualifie de moins élevé
- Une évolution notable des compétences locales

Il affirme avoir constaté cette progression sur deux décennies :



« Ça fait 20 ans que je suis là (...) Il y a 20 ans, je ne trouvais pas les compétences que nous trouvons aujourd'hui en Algérie ».

Compétences locales et coût de production : les atouts mis en avant pour l'investissement en Algérie

Au-delà de l'énergie, Michel Bisac évoque également « le prix aussi de la main-d'œuvre qui est beaucoup moins élevé qu'en Europe ». À ses yeux, la combinaison entre montée en compétences et coûts de production compétitifs renforce l'attractivité du pays.

Il estime que les entreprises qui souhaitent maintenir leur présence en

lien avec l'Algérie doivent intégrer cette nouvelle réalité. L'enjeu ne se limite plus à exporter vers le marché algérien, mais à structurer des projets industriels locaux.

ZCLAF et partenariats locaux : les conditions d'un investissement en Algérie réussi

L'intervenant mentionne aussi la ZCLAF, désormais mise en place, en exprimant sa confiance dans ce dispositif. « Moi je crois beaucoup à la ZCLAF maintenant qu'elle est mise en place », a-t-il souligné.

Il nuance toutefois son propos en rappelant les spécificités du contexte national : « C'est pas un pays facile ». Selon lui, la réussite d'un projet

passe par un ancrage local solide. Il recommande aux entreprises étrangères de :

1.S'entourer de partenaires algériens expérimentés

2.S'appuyer sur des acteurs qui connaissent les réalités administratives

3.Anticiper les difficultés liées à l'environnement réglementaire

« Il faut savoir s'entourer. Il faut savoir trouver les bons partenaires algériens qui connaissent le métier, qui connaissent le pays », a-t-il insisté.

En conclusion, l'intervention de Michel Bisac trace une ligne directrice nette. L'Algérie, selon lui, entre dans une phase où l'investissement productif prend le pas sur la simple relation commerciale. Pour les entreprises françaises et européennes, le défi consiste désormais à adapter leur stratégie à cette nouvelle donne.

LE MARCHÉ ALGÉRIEN ÉCHAPPE-T-IL À LA FRANCE ?

Le Medef convoque son Conseil face à la crise

Le marché algérien revient au centre des préoccupations du patronat français. Après des mois de crispations diplomatiques entre la France et l'Algérie, les milieux d'affaires choisissent d'avancer leurs pions.

Alerté par plusieurs voix influentes, le Medef entend reprendre l'initiative et éviter que les tensions politiques ne se traduisent par un recul durable de la présence française en Algérie. Derrière cette mobilisation, un constat partagé. L'Algérie demeure un partenaire économique stratégique, et le temps joue contre ceux qui tardent à renouer le dialogue.

Marché algérien : le Medef convoque son Conseil France-Algérie pour relancer le dialogue économique

Le 17 février, le Medef International réunira son Conseil d'entreprises France-Algérie autour de Stéphane Rometet. La séance sera présidée par Yannick Morillon, président du conseil et directeur général de CIS. Cette rencontre s'inscrit dans un

contexte diplomatique tendu depuis plus d'un an. Pourtant, le patronat français semble déterminé à dissocier l'agenda économique des blocages politiques. L'objectif affiché reste de relancer le « dialogue économique et la relance de projets concrets ».

Dans un communiqué, l'organisation patronale évoque « les récentes visites bilatérales de hauts fonctionnaires des deux États [qui] témoignent d'un réchauffement progressif de la relation franco-algérienne, susceptible de favoriser un climat positif pour le dialogue économique et la relance de projets concrets, au bénéfice des communautés d'affaires des deux pays ».

Le Medef entend également « faire un point sur le réchauffement politique amorcé entre la France et l'Algérie, en soulignant ses conséquences positives sur la relation d'affaires ».

Un marché algérien stratégique malgré la crise diplomatique

Malgré la crise politique, les échanges commerciaux ont résisté. Le Medef rappelle que les exportations françaises vers l'Algérie ont dépassé



5 milliards d'euros en 2024.

L'organisation souligne par ailleurs que « l'Algérie demeure un partenaire économique majeur pour la France en Afrique du Nord, offrant des perspectives significatives dans des secteurs tels que l'énergie, les infrastructures, l'agro-industrie, la santé, ou encore la transition numérique ».

Troisième économie africaine avec un PIB de 260 milliards d'euros, une croissance de 3,7 % et un marché de 47 millions d'habitants, l'Algérie représente un débouché conséquent pour les entreprises françaises.

La réunion du 17 février doit ainsi

permettre :

- D'évaluer les retombées de la reprise des contacts à travers la coopération technique
- De présenter les opportunités d'investissement en Algérie
- De préparer l'envoi d'une mission d'entreprises à Alger

L'enjeu consiste à consolider les positions françaises sur un marché en mutation et de plus en plus concurrentiel.

Les alertes de Michel Bisac et Ségolène Royal sur le marché algérien

Avant cette initiative, plusieurs signaux d'alarme avaient été lancés. Michel Bisac, président de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française, avait averti que la France risquait de perdre le marché algérien si la crise politique persistait.

Contacté par le média Algérie Aujourd'hui, il a réitéré sa position en estimant que la visite du ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez, devait se tenir sans conditions.

De son côté, Ségolène Royal, présidente de l'association d'amitié France-Algérie, avait insisté lors de son déplacement à Alger sur l'urgence d'une reprise des contacts entre les patronats des deux pays.

Ces prises de position convergent vers un même objectif. Éviter que le marché algérien ne se referme au détriment des entreprises françaises. France – Algérie : une initiative économique face à un terrain politique incertain

La démarche du Medef s'analyse comme une tentative de préserver des intérêts économiques alors que le cadre diplomatique demeure fragile. La question se pose désormais : l'économie peut-elle reprendre l'avantage sur la diplomatie ?

Pour les milieux d'affaires français, l'enjeu dépasse la simple reprise de contacts. Il s'agit de maintenir une présence sur un marché en recomposition, où la concurrence internationale s'intensifie et où les équilibres évoluent rapidement.

DES MILLIARDS DE DINARS INVESTIS :

L'ambitieux pari pour exploiter le fer de Gara Djebilet à Bechar

La wilaya de Bechar accueille un projet industriel d'envergure destiné à soutenir l'exploitation et la valorisation du minerai de fer du gisement de Garâ Djebilet (Tindouf). Ce pôle industriel, situé à Tomiyat, à 50 km au nord de la ville, s'étend sur 1 477,74 hectares et pourra accueillir de nouvelles installations à mesure que le site se développe.

En avril 2025, le président Abdelmadjid Tebboune a posé la première pierre d'un complexe de production de concentrés et de boulettes de fer, marquant une étape clé dans la transformation de la zone en pôle industriel de référence dans



le secteur du fer et de l'acier, capable de renforcer la valeur stratégique du gisement de Garâ Djebilet.

La zone industrielle bénéficie d'une situation géographique privilégiée, à proximité de la route nationale n°6A

et de la ligne ferroviaire Bechar-Oran, facilitant le transport des matières premières et des produits finis. Elle dispose également de quatre sources d'énergie principales, dont la ligne à haute tension 220 kV Naâma-Bechar, une ligne de 30 kV et deux transformateurs majeurs (30/60/220 kV et 00/400 kV, ce dernier en construction), assurant un approvisionnement électrique fiable pour l'ensemble des installations.

Infrastructures et investissements : eau, transport et communication

La question de l'eau a été particulièrement étudiée : dix puits ont été creusés pour un investissement de plus d'un milliard

de dinars, un réservoir de 5 000 m³ a été construit pour 540 millions de dinars, et un réseau de distribution de 63 km transporte l'eau traitée depuis la station de Bechar, dont la capacité annuelle est de 510 000 m³. Deux sources supplémentaires seront bientôt raccordées depuis les nappes phréatiques de Boussir et Qatrani.

La zone est également dotée d'infrastructures de transport modernes : une nouvelle voie de 7,1 km relie le site à la route nationale, et un hélistation de 22 500 m² a été aménagé. Côté communications, Algérie Télécom prévoit l'installation de deux points majeurs de fibre optique, facilitant la connexion à l'ensemble du réseau national.

Le projet bénéficie d'un investissement de 400 millions de dinars pour l'aménagement de la zone, dans le cadre d'un programme global dépassant 7 milliards de dinars, selon la direction de l'industrie de la wilaya de Bechar. Ce pôle industriel vise à renforcer la capacité de production nationale dans le secteur du fer et à transformer Bechar en un acteur stratégique de l'industrie minière et métallurgique algérienne.

Lancement à Alger de la première édition du Hackathon national de la formation professionnelle

La première édition du Hackathon national de la formation professionnelle a été lancée, jeudi, au Centre sportif féminin de Ben Aknoun (Alger), avec la participation de 41 équipes représentant 37 wilayas, qui concourront dans plusieurs domaines, dont l'intelligence artificielle, la cybersécurité et les énergies renouvelables, indique un communiqué du ministère.

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, a donné le

coup d'envoi de cet événement, qui s'inscrit dans la stratégie du secteur visant à ancrer la culture de l'innovation et à renforcer l'esprit d'initiatives chez les jeunes, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur du soutien aux projets innovants, notamment dans les domaines de la numérisation et des technologies modernes.

“Ce Hackathon enregistre une large participation, avec 447 inscrits et la sélection de 200 candidats répartis en 41 équipes

représentant 37 wilayas pour concourir dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'industrie 4.0, les énergies renouvelables, le développement web et l'audiovisuel, encadrés par des formateurs spécialisés”, précise le communiqué.

Les activités du Hackathon s'achèveront samedi prochain (14 février) par la présentation des projets et la remise des prix aux meilleures solutions innovantes, dans une démarche “réflétant l'engagement du secteur à transformer les



idées des stagiaires en projets concrets, en phase avec les exigences de l'économie numérique et renforçant la place de la formation professionnelle dans le processus de développement national”, conclut le communiqué.

TRANSPORTS :

Début de la réception et de la distribution dans les grandes villes des 10000 bus importés

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, jeudi à Alger, l'entame de manière progressive de la réception des 10.000 bus avec le lancement de leur distribution sur les grandes villes, dans l'objectif de soutenir et de renforcer le transport public, à travers les wilayas du pays.

S'exprimant lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, le ministre a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des services du transport urbain et d'allégement de la pression enregistrée, à même de contribuer à l'amélioration du service fourni

aux citoyens et à la facilitation de leur déplacement. Selon le ministre, la première étape de la distribution de ces bus, importés conformément aux décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, englobera nombre de wilayas, dont Alger, Annaba, Bejaïa, Constantine, Oran et Sidi Bel Abbès.

L'opération s'étendra, plus tard, pour cibler quatre wilayas de l'Est, quatre autres du Centre, ainsi que quatre de l'Ouest et ce jusqu'au parachèvement de la distribution de l'ensemble des bus, prévue avant la fin de mars prochain.

Pour ce qui est des transports dans le Grand Sud, le ministre a mis en avant la détermination de l'Etat de renforcer le réseau

et d'améliorer l'interconnexion aérienne, relevant l'entrée en service d'avions dans des aéroports fermés pendant des années, avec un premier vol enregistré depuis Tiaret vers les wilayas du Sud.

Concernant le transport maritime des voyageurs, M. Sayoud a rappelé l'ouverture du champ devant le secteur privé pour l'activité de transport maritime entre wilayas et aussi entre communes côtières dans le cadre d'un plan visant à relier les villages et communes côtières.

Il a souligné que l'investissement dans ce domaine obéit aux dispositions du décret exécutif N 08-57 de 2008 fixant les conditions et les modalités de cession et les modalités de



concession d'exploitation des services de transport maritime, citant l'octroi d'autorisation préliminaire à nombre d'opérateurs privés. Il a cité, en outre, les entretiens en cours avec l'entreprise omanaise “Asyad” pour la création d'une joint-venture algéro-omanaise dans le domaine du transport maritime, soulignant que la partie omanaise jouit d'une grande expertise dans cette activité. Le ministre a affirmé, dans ce contexte, que son département ministériel a mis en place un mécanisme pour l'examen des demandes exprimées, à travers la création et l'activation d'une commission ministérielle chargée de l'examen des dossiers des différents opérateurs.

RAMADAN 2026 :

L'UGCAA rassure les citoyens

À quelques jours du début du ramadan, les autorités algériennes se veulent rassurantes. L'ensemble du dispositif mis en place vise à garantir aux citoyens un accès constant aux denrées, avec des prix stables et abordables sur tout le territoire national. C'est ce qu'a affirmé hier Issam Bedrissi, secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), lors d'une conférence de presse tenue à Alger.

Selon M. Bedrissi, les préparatifs, coordonnés avec tous les acteurs du secteur commercial, permettront « une abondance sans précédent des produits et une stabilité des

prix ». Offrant aux Algériens la possibilité de « passer le mois sacré dans la sérénité ».

Cette assurance repose notamment sur les efforts proactifs du ministère du Commerce intérieur et de la régulation du marché national. Qui supervisent un suivi régulier des préoccupations des professionnels du secteur.

Des marchés de proximité ouverts et un suivi renforcé pour garantir l'approvisionnement

Haridi Abdennour, sous-directeur au ministère du Commerce intérieur chargé de la protection de la qualité et des consommateurs, a précisé que les mesures annoncées se matérialisent déjà sur le terrain :

Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des consignes données par le président de la République lors de la récente réunion du conseil des ministres. Appelant le gouvernement à « redoubler d'efforts et de mobilisation ». Pour assurer que la disponibilité des biens agricoles et alimentaires se traduise par des prix stables pour le consommateur.

Ramadan 2026 en Algérie : stabiliser les prix pour éviter les hausses injustifiées

Chaque année, le ramadan s'accompagne de pics de consommation qui peuvent provoquer des hausses de prix injustifiées. Les autorités visent cette fois à prévenir toute flambée en combinant



disponibilité des produits, contrôle renforcé et suivi des pratiques spéculatives. Ainsi, l'objectif est de permettre à tous les citoyens de vivre le mois sacré sans contraintes ni inquiétudes financières. Tout en garantissant la protection de leur santé et de leur pouvoir d'achat.

FLAMBÉE DES PRIX DES VOITURES:

Le ministre de l'Industrie dévoile les causes de la crise

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, s'est exprimé ce jeudi 12 février devant l'Assemblée Populaire Nationale (APN) sur le dossier sensible du marché automobile. Interpellé par le député Abdelkrim Boukhari, le ministre a fait le point sur la hausse des prix, les perspectives de fabrication locale et les ambitions d'exportation du secteur.

Lors de cette séance plénière, M. Bachir a souligné que le dossier automobile bénéficie d'un suivi rigoureux, conformément aux orientations du Président de la République. L'objectif affiché est double : préserver le pouvoir d'achat des citoyens et bâtir une économie productive et durable.

Moins de 3 ans et production locale : Le plan du ministre pour casser la spéculation



Face aux déséquilibres actuels du marché, le ministre a rappelé la mise en place de mesures de transition. Parmi elles, l'autorisation d'importation des véhicules de moins de trois ans reste un levier majeur pour diversifier l'offre et freiner la spéculation qui pèse sur les

prix. Concernant la relance de la production locale, Yahia Bachir a réaffirmé que l'activité est désormais soumise à un cahier des charges strict. L'État exige désormais :

- Le passage définitif de l'assemblage à la fabrication réelle.

- Le respect de taux d'intégration locale progressifs.

- L'obligation de produire des modèles utilitaires et électriques.

- L'amorce des exportations dès la cinquième année suivant l'obtention de l'agrément.

Fiat, Chery et Hyundai : Le point sur les usines de montage en Algérie

Dressant un état des lieux précis des investissements en cours, le ministre a souligné la mise en œuvre effective de la stratégie nationale avec l'entrée en phase de production du projet Fiat, fleuron du groupe Stellantis en Algérie.

Parallèlement à cette avancée, les dossiers des constructeurs Chery et Hyundai franchissent des étapes décisives : ayant déjà obtenu leurs autorisations préalables, ces deux géants de l'automobile n'attendent

désormais que l'affectation du foncier industriel adéquat et la délivrance de l'agrément final pour amorcer leurs activités opérationnelles.

Cette dynamique ne s'arrête pas là, puisque plusieurs autres demandes d'investissement sont actuellement soumises à l'examen rigoureux des services du ministère. Pour clore son intervention, Yahia Bachir a martelé que le succès de cette architecture industrielle repose impérativement sur l'essor d'un tissu de sous-traitance locale dense, seul garant d'une augmentation substantielle du taux d'intégration et de l'émergence d'une industrie automobile souveraine, compétitive et durablement ancrée dans l'économie nationale.

Stellantis fait le point sur son bilan : Ce qui change pour les clients en 2026



Le géant automobile Stellantis a annoncé un virage stratégique radical. Face à une transition électrique plus lente que prévu et des difficultés opérationnelles, le groupe dirigé par Antonio Filosa provisionne 22 milliards d'euros de charges exceptionnelles et suspend son dividende. Objectif : remettre le client et la « liberté de choix » au centre du jeu. En effet, Stellantis vient de confirmer ce que beaucoup d'analystes redoutaient : le coût du virage forcé vers le tout-électrique a été sous-estimé. À travers son communiqué, le constructeur aux 14 marques (Peugeot, Fiat, Jeep, Ram...) annonce une restructuration comptable sans précédent pour « nettoyer » son bilan et repartir sur de nouvelles bases.

Un « mea culpa » financier à 22,2 milliards d'euros

Le chiffre donne le vertige : 22,2 milliards d'euros de charges exceptionnelles enregistrées sur le second semestre 2025. Cette décision fait suite à une évaluation approfondie menée par la nouvelle équipe de direction.

Selon Antonio Filosa, CEO de Stellantis, ce « reset » est le prix à payer pour avoir « surestimé le rythme de la transition énergétique ». Le groupe reconnaît s'être éloigné des « besoins et des moyens financiers réels » de ses clients. Le détail des charges :

- 14,7 milliards d'euros liés à l'arrêt ou au redimensionnement de projets de véhicules électriques (BEV), dont l'annulation du très attendu Ram 1500 BEV.

- 2,1 milliards d'euros pour rationaliser la production de batteries.

- 5,4 milliards d'euros pour des révisions de garanties contractuelles et des restructurations d'effectifs en Europe.

Le retour du thermique et de l'hybride : la « Liberté de choix »

Le nouveau dogme de Stellantis tient en

trois mots : Liberté de choix. Si le groupe maintient ses ambitions électriques à long terme, il réhabilite immédiatement les moteurs thermiques de pointe et les hybrides pour répondre à la demande actuelle du marché. Ce changement de cap se traduit déjà par des annonces fortes :

- Le retour du mythique moteur V8 HEMI® sur le Ram 1500.
- Le lancement de modèles hybrides stratégiques comme la Fiat 500 Hybrid.
- Une offensive produit en 2025 avec 10 nouveaux lancements, dont la Fiat Grande Panda et les nouvelles Citroën C3 et C5 Aircross.

« Nous remettons nos clients et leurs attentes au cœur de toute notre action », insiste Antonio Filosa.

Dividende suspendu et obligations hybrides : priorité à la trésorerie

Conséquence directe de la perte nette abyssale attendue pour 2025 (estimée entre 19 et 21 milliards d'euros), Stellantis prend une décision radicale pour ses actionnaires : aucun dividende ne sera versé en 2026.

Pour préserver sa solidité financière, le conseil d'administration a également autorisé l'émission d'obligations hybrides à hauteur de 5 milliards d'euros. Le groupe peut néanmoins compter sur une réserve de sécurité confortable avec 46 milliards d'euros de liquidités disponibles à fin 2025.

Des signes de reprise pour 2026 ?

Malgré ce séisme financier, Stellantis voit des signaux encourageants. Au second semestre 2025, les volumes ont rebondi de +11%, portés par une performance solide en Amérique du Nord (+39%). La qualité semble également s'améliorer : les problèmes signalés lors du premier mois de service ont chuté de 50% aux USA.

Pour 2026, le groupe prévoit une croissance modérée du chiffre d'affaires et une amélioration progressive de sa marge opérationnelle.

Le marché attend désormais avec impatience l'Investor Day du 21 mai prochain. Antonio Filosa y dévoilera les détails de son nouveau plan stratégique, qui devra prouver que Stellantis peut rester rentable dans un monde automobile plus incertain que jamais.

GPL: Aramco et Sonatrach augmentent leurs prix en février face à la tension du marché



Les marchés énergétiques mondiaux débutent le mois de février sous le signe de la tension. Les géants pétroliers Saudi Aramco et Sonatrach ont annoncé une hausse de leurs prix de vente officiels (OSP) du gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour le mois de février, une décision dictée par la limitation de l'offre mondiale et la fermeté persistante de la demande.

Selon des informations rapportées par l'agence Reuters, la compagnie saoudienne Aramco a relevé ses prix de référence du propane et du butane de 20 dollars par tonne chacun. Le propane est désormais fixé à 545 dollars la tonne, tandis que le butane atteint 540 dollars la tonne. Cette augmentation, comprise entre 1 et 5,3 %, reflète un contexte international marqué par des stocks restreints et des flux commerciaux sous pression.

Des usages stratégiques au cœur de la demande

Le propane et le butane jouent un rôle clé dans plusieurs secteurs. Ils sont largement utilisés comme carburants alternatifs pour les véhicules, comme sources d'énergie pour le chauffage domestique, mais aussi comme matières premières essentielles dans l'industrie pétrochimique. En période hivernale, la demande pour ces produits connaît traditionnellement une hausse, notamment en Asie et en Europe, accentuant les déséquilibres entre l'offre et la demande.

Les prix de vente officiels d'Aramco constituent un référentiel majeur pour les contrats d'approvisionnement en GPL en provenance du Moyen-Orient vers la région Asie-Pacifique, l'un des principaux pôles de consommation mondiale.

Sonatrach ajuste également ses tarifs

De son côté, Sonatrach, acteur clé du marché

méditerranéen du GPL, a également procédé à une révision à la hausse de ses prix pour le mois de février. Le groupe public algérien a augmenté le prix du propane de 25 dollars la tonne, le portant à 500 dollars, tandis que le butane enregistre une hausse plus modérée de 5 dollars, pour atteindre 490 dollars la tonne.

Les prix de Sonatrach servent de référence pour les marchés de la Méditerranée, de la mer Noire et de la Turquie, des zones fortement dépendantes des importations de GPL, notamment pour les usages domestiques et industriels.

Un marché sous pression

Cette double hausse confirme la fermeté actuelle du marché mondial du GPL, alimentée par plusieurs facteurs : contraintes logistiques, maintenance de certaines installations de production, niveaux de stocks limités et demande saisonnière élevée. À cela s'ajoutent les incertitudes géopolitiques et énergétiques qui continuent d'influencer les flux commerciaux.

Pour les pays importateurs, ces ajustements tarifaires pourraient se traduire par une augmentation des coûts énergétiques, avec des répercussions potentielles sur les prix à la consommation et sur certaines filières industrielles.

Dans ce contexte, les évolutions des prix fixés par Aramco et Sonatrach restent scrutées de près par les opérateurs, tant elles donnent le ton des tendances du marché du GPL à l'échelle régionale et internationale.

ANNABA / ENVIRONNEMENT

La conservation des forêts se mobilise en prévision de la campagne nationale de plantation de 5 millions de plants

Imen.B

Dans le cadre des préparatifs liés à la vaste campagne nationale de plantation de 5 millions de jeunes plants, prévue le 14 février 2026 sous la supervision du wali, les services de la conservation des forêts ont intensifié leurs efforts organisationnels et techniques. Les équipes techniques ont procédé aux travaux d'aménagement et de préparation du site retenu pour la célébration officielle, situé dans la région d'El Mehaïser, relevant de la commune d'Eulma. Ces préparatifs ont concerné la mise en état du terrain,

l'organisation des espaces dédiés à la plantation ainsi que l'installation des dispositifs logistiques nécessaires au bon déroulement de l'événement. Au cours de la même journée, une opération d'acheminement des plants forestiers préparés pour la mise en terre a été réalisée vers le site de la cérémonie officielle. Cette démarche vise à garantir le lancement effectif de l'opération, dans des conditions optimales, tant sur le plan organisationnel que technique, en assurant la disponibilité du matériel végétal et des moyens d'encadrement. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme national

de reboisement et de lutte contre la dégradation du couvert végétal, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement, à la restauration des écosystèmes forestiers et à la sensibilisation des citoyens, notamment des jeunes, et surtout à l'importance de la protection du patrimoine forestier. La conservation des forêts de la wilaya d'Annaba réaffirme, à travers cette campagne d'envergure, son engagement en faveur du développement durable et de la consolidation des efforts collectifs pour un environnement plus sain et plus résilient.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION "BENAOUDABENMOSTEFA"

La commission de transport et de la circulation routière à pied d'œuvre

Imen.B

Dans le cadre du suivi continu des conditions de circulation routière et de l'amélioration de la sécurité des usagers, la commission du transport et de la circulation de la circonscription administrative de "Benaoudabenzostef" a poursuivi, avant hier jeudi, sa sortie de terrain à travers plusieurs axes relevant de la commune d'Oued El Aneb. Cette opération s'inscrit dans une démarche proactive visant à examiner de près le plan de circulation en vigueur, à évaluer son efficacité et à identifier les éventuelles lacunes susceptibles d'entraver la fluidité du trafic ou de compromettre la sécurité des

automobilistes et des piétons. Au cours de cette mission, les membres de la commission ont procédé à une inspection minutieuse des différents points stratégiques, notamment les carrefours à forte affluence, les voies principales ainsi que les zones connaissant une densité de circulation élevée aux heures de pointe. Une attention particulière a été accordée à l'état de la signalisation routière, qu'il s'agisse des panneaux de signalisation verticale, du marquage au sol ou encore des feux tricolores. Cette sortie a également permis de recenser certaines insuffisances liées à la visibilité des panneaux, à l'usure du marquage au sol et à l'organisation du stationnement dans

certaines cités. Des propositions d'amélioration ont été formulées afin de renforcer la lisibilité du plan de circulation et d'optimiser la mobilité urbaine. Les autorités locales réaffirment, à travers ce type d'initiatives, leur engagement constant à garantir un cadre de vie plus sûr et plus organisé pour les citoyens, en veillant à adapter les dispositifs de circulation aux réalités du terrain et à l'évolution du tissu urbain. D'autres sorties de suivi sont prévues dans les prochains jours afin d'assurer une mise en œuvre progressive des recommandations émises et de consolider la sécurité routière à l'échelle de l'ensemble du territoire de la circonscription administrative.

ANNABA / SOLIDARITÉ

Distribution de 10 000 colis alimentaires en préparation du mois sacré de Ramadhan

S.F

Le chef du service de l'enseignement coranique auprès de la direction des affaires religieuses et des Wakfs de la Wilaya d'Annaba, Tarek Bouaicha, a révélé que le conseil des œuvres de bienfaisance a élaboré un programme de solidarité visant la distribution de plus de 10.000 colis alimentaires, dans une première phase prévue avant le mois sacré de Ramadhan.

Selon le responsable, environ 3.000 familles démunies bénéficieront des aides financées par les fonds de la zakat, dont la distribution a été lancée par la direction en coordination avec les mosquées

de la wilaya et les partenaires associatifs.

Cette initiative vise à soutenir les familles nécessiteuses réparties à travers les différentes communes de la wilaya, particulièrement durant le mois de Ramadhan, période durant laquelle de nombreuses familles rencontrent des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires de base.

Le même responsable a souligné le rôle essentiel des mosquées dans la collecte et la distribution des aides solidaires, ainsi que dans le renforcement des valeurs d'entraide et de cohésion sociale au sein de la communauté, grâce notamment aux contributions des bienfaiteurs et

des associations caritatives.

Par ailleurs, il a été annoncé que l'opération de distribution de vêtements au profit des orphelins sera prochainement lancée au niveau des mosquées. Un programme spécial est en cours d'élaboration afin d'assurer la prise en charge d'un plus grand nombre d'enfants et de familles vulnérables. La direction des affaires religieuses veille chaque année, en collaboration avec les mosquées, à organiser la distribution de vêtements pour les orphelins et les familles démunies, dans le but de leur permettre de célébrer l'Aïd El-Fitr dans des conditions dignes.



ANNABA : La laiterie Edough renforce sa production de lait à l'approche du mois sacré de Ramadhan

Imen.B

La laiterie Edough de la wilaya d'Annaba a décidé de renforcer ses capacités de production à l'approche du mois sacré de Ramadhan, afin de répondre à la hausse prévisible de la demande en lait et produits dérivés.

Selon les responsables de l'entreprise, la production quotidienne de lait a été portée à plus de 400 000 litres. Cette augmentation vise à assurer la disponibilité de ce produit de large consommation à travers les différents points de distribution, notamment

durant cette période marquée par une forte consommation. Chaque année, le mois de Ramadhan enregistre une hausse notable de la demande en lait, considéré comme un élément essentiel sur les tables de l'iftar et du s'hour, que ce soit en tant que boisson ou comme ingrédient principal dans la préparation de nombreux plats et pâtisseries traditionnelles. Les spécialités très prisées durant cette période, telles que la « chamia », la « flan », la « crème caramel » et diverses pâtisseries, contribuent à l'augmentation significative



de la consommation de lait et de ses dérivés. Par ailleurs, l'utilisation du lait dans la préparation de boissons chaudes et froides, comme le café au lait, le thé au lait ou encore les jus mélangés, accentue davantage la demande.

Face à cet engouement, la direction de la laiterie a affirmé avoir mobilisé l'ensemble

de ses ressources humaines et techniques pour maintenir un rythme de production soutenu, tout en respectant les normes de qualité et de sécurité sanitaire. Un système de travail intensifié a également été adopté afin de garantir la continuité de l'approvisionnement.

En parallèle, les mécanismes de distribution ont été renforcés en coordination avec les services concernés, dans le but d'assurer un approvisionnement régulier du marché et d'éviter toute perturbation ou pénurie durant le mois sacré.

ANNABA / DJS

Session professionnelle en robotique et programmation au profit des jeunes

Imen.B

Sous sa supervision, la direction de la jeunesse et des sports et de l'association des jeunes robotiques et intelligence artificiel d'Annaba, en partenariat avec le club de programmation et robot, a été organisé une session professionnelle en robotique et en programmation en langage C++, au niveau du Centre de compétences d'Algérie télécom à Annaba. Cette

initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir les compétences numériques et à accompagner les jeunes talents dans les domaines des technologies innovantes. La formation a porté sur les bases et les techniques avancées de la programmation en C++, ainsi que sur les applications pratiques en robotique, permettant aux participants de développer des projets concrets intégrant capteurs, microcontrôleurs et systèmes

automatisés. Encadrée par des formateurs spécialisés, cette formation a offert aux jeunes universitaires issus de différentes spécialités l'opportunité d'acquérir des compétences techniques pointues, de renforcer leur esprit d'innovation et de se familiariser avec les outils technologiques modernes. L'objectif principal est de qualifier un maximum de jeunes afin de les préparer aux exigences du marché du travail



ANNABA / SPÉCULATION

Hausse soudaine et exagérée du prix du poulet à l'approche du Ramadhan

S.F

Les prix des viandes blanches, notamment le poulet, ont connu cette semaine une hausse notable dans plusieurs marchés et boucheries de la wilaya d'Annaba. Le prix du kilogramme de poulet a atteint 370 dinars, alors qu'il ne dépassait pas les 290 dinars il y a à peine une semaine.

Cette augmentation, estimée entre 60 et 70 dinars le kilogramme, a surpris de nombreux consommateurs, particulièrement à l'approche du mois sacré de

Ramadhan, période durant laquelle la demande en produits alimentaires connaît traditionnellement une hausse importante.

Dans plusieurs boucheries et points de vente, aussi bien à Annaba que dans certaines communes voisines, les citoyens ont exprimé leur mécontentement face à cette flambée soudaine des prix. Les tarifs du poulet oscillent désormais entre 360 et 370 dinars le kilogramme, alors qu'ils étaient relativement stables ces dernières semaines.

Selon certains commerçants,



cette hausse serait liée à une baisse de l'offre sur le marché, comparativement aux semaines précédentes marquées par une disponibilité plus importante du produit. Cette situation aurait entraîné une augmentation rapide des prix, après une période de stabilité où le kilogramme de poulet se vendait entre 260 et

290 dinars.

Des sources rapportent également que l'augmentation des prix serait due à la forte demande enregistrée ces derniers jours, conjuguée à l'épuisement des stocks chez certains éleveurs et distributeurs, ce qui a contribué à accentuer la pression sur le marché local. Face à cette situation, les consommateurs espèrent une stabilisation des prix dans les prochains jours, notamment avec l'augmentation attendue de l'offre sur le marché à l'approche du mois de Ramadhan.

ANNABA / JUSTICE :

Dix ans de prison ferme pour trafic de psychotropes à Aïn El Berda

S.F

Le tribunal correctionnel d'Aïn El Berda a prononcé, hier, une peine de dix ans de prison ferme à l'encontre d'un jeune homme poursuivi pour détention et trafic de substances psychotropes. Selon les éléments de l'affaire, l'accusé a été arrêté à la suite d'une opération menée par les services de sécurité, qui ont perquisitionné son domicile situé dans l'un des quartiers de la commune. Lors de cette intervention, les forces de

l'ordre ont saisi environ 500 comprimés hallucinogènes. Le représentant du ministère public avait requis une peine de quinze ans de réclusion assortie d'une amende, avant que le tribunal ne rende son verdict final.

L'arrestation du suspect fait suite à l'exploitation d'informations faisant état de son implication dans la commercialisation de psychotropes, notamment des comprimés de type «Prégabaline». Les investigations ont révélé que

le mis en cause stockait des quantités importantes de ces substances dans son domicile avant de procéder à leur distribution dans plusieurs quartiers de la commune.

Les services de police relevant de la sûreté de la région ont mis en place un dispositif de surveillance et d'investigation ayant permis de confirmer l'activité illicite du suspect. Une perquisition judiciaire a ensuite été autorisée, conduisant à la découverte et à la saisie de la marchandise prohibée, dissimulée à



l'intérieur du logement.

Les autorités judiciaires ont souligné que cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la criminalité



liée au trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, phénomène qui constitue une menace pour la santé publique et la sécurité des citoyens.

la réalisation de transactions commerciales en dehors des circuits légaux de distribution et l'absence de facturation et exercice d'une activité commerciale sans inscription au registre du commerce. Les services de la Sûreté de wilaya d'Annaba réaffirment leur détermination à lutter fermement contre toute atteinte à la santé du citoyen et contre l'exploitation des occasions religieuses à des fins de profit illicite. Ils appellent également les citoyens à la vigilance et les invitent à signaler toute pratique suspecte via les numéros verts 1548, 17 et 104, ou à travers l'application mobile « Allo Police ».

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA :

Saisie de près de 10 quintaux de viandes improches à la consommation

Imen.B

Dans le cadre du plan sécuritaire mis en place par les services de la sûreté de wilaya d'Annaba pour la protection de la santé publique et la lutte contre la fraude commerciale, notamment à l'approche du mois sacré de Ramadhan, une importante opération de contrôle a permis la saisie de près de 10 quintaux de viandes rouges et blanches improches à la consommation humaine. L'intervention a été menée par le service de wilaya de la police générale, en coordination avec la 4ème sûreté urbaine sur la base d'un travail de renseignement précis ayant permis de déjouer une

tentative de mise sur le marché de quantités considérables de viandes avariées destinées à la consommation. Les faits remontent à l'exploitation d'informations faisant état des agissements d'un individu qui préparait et commercialisait illicitemen différents types de viandes grillées. Le mis en cause utilisait son domicile comme entrepôt clandestin et non agréé pour le stockage de viandes rouges et blanches d'origine inconnue, conservées dans des conditions ne répondant à aucune norme sanitaire, constituant ainsi un grave préjudice pour la santé et la sécurité des citoyens. Suite à ces éléments, les services de la

sûreté de wilaya représentés par le service de wilaya de la police de la 4ème sûreté urbaine ont procédé, sous la supervision du parquet compétent près le tribunal d'Annaba et en coordination avec les services du commerce et de l'agriculture, à une perquisition ayant abouti à la saisie d'environ 10 quintaux de viandes rouges et blanches importées, ainsi que d'équipements utilisés pour le hachage et la découpe. Les constatations ont révélé que les viandes rouges importées étaient pérémées depuis le 28 avril 2024, tandis que les viandes blanches étaient improches à la consommation depuis le 1er février 2026. De

plus, les viandes hachées étaient conservées dans un réfrigérateur défectueux et insalubre, ne répondant à aucune exigence minimale en matière d'hygiène, de conservation et de stockage. Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, le suspect, âgé de 39 ans, a été présenté devant le procureur de la république près le tribunal d'Annaba pour plusieurs chefs d'accusation, à savoir la détention, le stockage et la mise en vente de viandes avariées et improches à la consommation humaine, d'origine inconnue et pérémées, le non-respect des règles d'hygiène et des conditions de conservation ainsi que

ANNABA / DCP :

Renforcement des contrôles et lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses

Imen.B

Dans le cadre du renforcement des contrôles sur le terrain et de la consolidation des mécanismes de surveillance préventive du marché, les services de contrôle des pratiques commerciales ont mené, le 12 février 2026, une vaste opération de contrôle ciblant les espaces de stockage et les chambres froides à travers le territoire de la wilaya. Cette sortie intensive a concerné plusieurs chambres de réfrigération et entrepôts de stockage situés au niveau des communes d'Annaba et

d'El Bouni, en coordination étroite avec les services de la sûreté nationale. Cette action conjointe s'inscrit dans une stratégie visant à garantir la transparence des transactions commerciales et à protéger le consommateur contre toute forme de pratique illégale. Les équipes de contrôle ont procédé à des vérifications approfondies portant notamment sur le respect des dispositions réglementaires en vigueur, en particulier l'affichage obligatoire des prix, la conformité de la facturation, ainsi que la traçabilité des marchandises stockées. Les

agents ont également examiné les conditions de conservation des produits, afin de s'assurer du respect des normes sanitaires et de sécurité. Cette opération a permis de rappeler aux opérateurs économiques l'importance du strict respect des lois et instructions régissant l'activité commerciale, notamment en matière de transparence des prix et d'établissement de factures conformes, éléments essentiels pour lutter contre la spéculation et les pratiques frauduleuses. Les services concernés ont réaffirmé leur détermination à poursuivre ces actions de



contrôle de manière régulière et inopinée, afin de renforcer la discipline du marché, préserver

le pouvoir d'achat des citoyens et assurer un environnement commercial sain et équitable.

Georgia Meloni se rend en Ethiopie et confirme les ambitions italiennes en Afrique



Deux ans après le premier sommet Italie-Afrique à Rome, la présidente du conseil italien participe à une

nouvelle rencontre en Ethiopie. Objectif : renforcer la présence italienne sur le continent via le « plan Mattei », un ensemble

de projets économiques et diplomatiques qui mêle investissements, coopération et lutte contre l'immigration, selon le monde fr.

Deux ans après un premier sommet Italie-Afrique organisé à Rome début 2024, le gouvernement de la présidente du conseil italien Giorgia Meloni continue d'affirmer de grandes ambitions sur le continent. Une nouvelle rencontre diplomatique est prévue vendredi 13 février, à Addis-Abeba, en Ethiopie, qui se prolongera le lendemain par un discours de la dirigeante

italienne, invitée d'honneur de la 39e session ordinaire de l'Union africaine.

Annoncé à moins d'un mois de l'échéance, le sommet est présenté par le gouvernement italien comme une étape majeure dans la mise en œuvre de sa stratégie volontariste de coopération avec les Etats africains. Il sera toutefois relativement court – les travaux commençant à 18 heures – et impliquera un nombre encore indéterminé de chefs d'Etats et de gouvernements.

Dès son arrivée au pouvoir, en octobre 2022, Giorgia Meloni

avait tracé les grandes lignes d'une nouvelle approche, pensée initialement pour, comme le voulait l'expression alors en vogue, « traiter à la racine » les flux migratoires reliant l'Afrique subsaharienne à l'Europe. Mme Meloni avait de fait été élue après s'être engagée à mettre fin aux arrivées de migrants par la mer, sur les côtes italiennes et en particulier sur l'île de Lampedusa. L'ambition était accompagnée de la promesse d'une relation « d'égal à égal » et « non prédatrice ».

Une mère de 50 ans interpellée en Haute-Saône après la découverte de deux bébés dans son congélateur

Une autopsie doit avoir lieu vendredi afin de déterminer les « circonstances exactes » de la mort des nourrissons, a détaillé le procureur. La mère, qui a eu neuf enfants de trois pères différents, avait quitté la maison « de manière subite » en décembre, selon le procureur, selon le monde fr.

Une femme de 50 ans, arrêtée à la suite de la découverte de deux bébés dans son congélateur en Haute-Saône, a reconnu en garde à vue les avoir congelés dès leur naissance, qu'elle situe entre 2011 et 2018, a déclaré jeudi 12 février le procureur de Besançon, Cédric Logelin.

La quinquagénaire a expliqué « avoir accouché au domicile » puis avoir « enveloppé les nouveau-nés aussitôt après l'accouchement » avant de les déposer « dans ce congélateur situé dans la buanderie du domicile », a précisé le magistrat

lors d'une conférence de presse. Elle a expliqué avoir « caché » ces grossesses « à son entourage familial et amical », et avoir « inventé des explications lorsqu'elle était interrogée sur ses prises de poids », en mettant « des vêtements amples pour les dissimuler ». « Lors de ses auditions, elle pleurait très régulièrement et se disait désolée pour ses enfants et sa famille », a ajouté le procureur.

C'est un membre de la famille qui a découvert mardi le corps d'un nouveau-né dans un des congélateurs du domicile familial, à Aillevillers-et-Lyaumont, une commune de Haute-Saône à la limite des Vosges.

La mère, qui a eu neuf enfants de trois pères différents, avait quitté la maison « de manière subite » en décembre, y laissant ses quatre plus jeunes enfants, âgés de 14 à 20 ans, leur père, ainsi qu'un cinquième enfant

plus âgé, issu d'un autre lit. Du fait de ce départ, le foyer était « en forme de réorganisation familiale » au moment où un membre de la famille a fait la macabre découverte, en faisant du tri dans le congélateur que la mère était la seule à utiliser.

Enquête en cours

Après qu'ils ont donné l'alerte, les gendarmes ont découvert un deuxième corps dans le même congélateur, enveloppé dans un sac. La mère a été interpellée mercredi à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), sans opposer de résistance, et placée en garde à vue pour assassinat. Elle situe les grossesses « entre la naissance de son dernier enfant (en 2011) et la reprise d'une activité professionnelle en 2018 », a précisé la magistrate de permanence Christine de Curraize.

Une information judiciaire a été ouverte pour meurtres sur mineurs de moins de 15 ans, des

crimes passibles de la réclusion à perpétuité, selon M. Logelin. Le parquet a requis le placement en détention provisoire de la suspecte. Son compagnon, placé en garde à vue, a affirmé qu'il « ignorait totalement ces grossesses et qu'il tombait des nues », a déclaré le procureur. Pour l'heure, aucune charge n'est retenue contre lui.

Une autopsie doit avoir lieu vendredi afin de déterminer les « circonstances exactes » de la mort des nourrissons, a détaillé le procureur, et peut-être dater les faits de manière approximative. A Aillevillers-et-Lyaumont, des scellés étaient visibles sur les volets roulants d'un pavillon d'un étage de couleur claire, au portail ouvert, a constaté un photographe de l'Agence France-Presse (AFP).

Une commune sous le choc
L'habitation est située à proximité du centre de cette commune située entre Vesoul et

Epinal. Le maire d'Aillevillers-et-Lyaumont, Jean-Claude Tramesel, a expliqué à l'AFP que les forces de l'ordre l'avaient contacté pour l'informer qu'ils allaient barrer la rue mardi à partir de 18 heures et toute la nuit. Il a exprimé son « choc » après avoir appris qu'ils avaient découvert les corps.

« Ici, c'est un petit village de 1 500 habitants. Les faits divers, on pense toujours que c'est chez les autres que ça arrive... On est abasourdis », a-t-il commenté.

Au sujet du couple, M. Tramesel a expliqué que « ce sont des gens qui habitent depuis une vingtaine d'années sur la commune mais qui n'y travaillent pas. Ce sont des gens qui ne font pas parler d'eux ». Compte tenu de la nature criminelle des faits, le parquet de Vesoul s'est dessaisi jeudi au profit du parquet de Besançon.

Pour vendre ses Rafale en Inde, la France prête à des contreparties importantes

L'achat de 114 avions de combat français par l'Inde reste à négocier dans les « détails », qui incluraient notamment une production sur place, selon le monde fr.

Pour la France et son Rafale, une étape de plus a été franchie jeudi 12 février. A quelques jours de la visite d'Emmanuel Macron en Inde, New Dehli a approuvé l'achat de 114 avions de combat Rafale auprès de Dassault Aviation pour un montant de 3 250 milliards de roupies (30,2 milliards d'euros). Pour autant, le « deal » n'est pas encore fait.

Reste au président français à négocier les « détails » techniques et commerciaux de ce contrat-clé pour l'avionneur français.

L'Inde a déjà passé commande de 36 Rafale pour son armée de l'Air en 2015 et de 26 autres pour sa marine en 2025. L'Elysée a salué un « jalon très important » vers un contrat « historique », a déclaré une conseillère du président, lors d'un briefing sur le prochain déplacement du chef de l'Etat, du 17 au 19 février. « Maintenant, les discussions [entre le constructeur Dassault et l'armée de l'air

indienne] vont se poursuivre, elles sont très positives, mais elles restent en cours », a-t-elle souligné. Premier importateur mondial d'armes, l'Inde a annoncé début février une nouvelle hausse de ses dépenses militaires : + 15 % pour un montant total de 85 milliards de dollars (71 milliards d'euros). Une manne pour les industriels français, dont le modèle économique repose largement sur l'export. Mais un défi aussi, face à des Indiens bien décidés à obtenir des contreparties en investissements dans le pays et de transfert de technologies.



Delcy Rodriguez, présidente par intérim du Venezuela, promet des élections libres, plus d'un mois après l'enlèvement de Nicolas Maduro

En 2025, l'opposition avait boycotté les législatives. Un an auparavant, quelque 2 400 personnes avaient été arrêtées, et 28, tuées, pendant la répression des troubles survenus après la présidentielle contestée gagnée par Nicolas Maduro, selon le monde fr.

La présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodriguez, s'est engagée, dans un entretien avec la chaîne américaine NBC diffusé jeudi 12 février, à organiser des élections libres dans un pays sous pression américaine, plus d'un mois après la capture de Nicolas Maduro, le 3 janvier.

Interrogée pour savoir si elle s'engageait quant à la tenue d'élections « libres et équitables », celle qui a pris la relève de Nicolas Maduro a répondu « oui, absolument », selon la traduction de NBC. « Organiser des élections libres et équitables au Venezuela, ça veut dire un pays libre où la justice prévaut », mais aussi «



sans sanctions, un pays qui n'est pas sous le coup des intimidations internationales, du harcèlement de la presse étrangère », a-t-elle ajouté, par l'intermédiaire d'un traducteur.

L'opposition avait boycotté les élections législatives de 2025. Un an plus tôt, quelque 2 400 personnes avaient été arrêtées, et 28, tuées, lors de la répression des troubles qui avaient suivi l'élection présidentielle contestée de Nicolas Maduro.

L'opposition, qui revendique toujours la victoire à cette élection, a accusé le pouvoir d'avoir fraudé, et a publié des procès-verbaux de bureaux de vote donnant son candidat, Edmundo Gonzalez Urrutia, vainqueur. Le Conseil national électoral (CNE), accusé d'être aux ordres du pouvoir, n'a jamais publié de résultats détaillés, affirmant avoir été victime d'une attaque informatique.
Report de l'adoption de la loi d'amnistie générale

Jeudi, l'Assemblée nationale vénézuélienne a reporté, faute de consensus, l'adoption de la loi d'amnistie générale devant conduire à des libérations massives de prisonniers politiques, promise, sous la pression de Washington, par Delcy Rodriguez. L'adoption a été repoussée « afin de préserver le climat de conciliation et de consensus nécessaire », a déclaré Jorge Arreaza, président de la commission chargée de la rédaction du texte, après le vote à l'unanimité du report, assurant qu'elle figurera à l'ordre du jour « de la prochaine séance de l'Assemblée ».

Cette décision a conduit une demi-douzaine de proches de détenus politiques à s'enchaîner près de l'entrée de la prison de Zona 7 de Caracas, ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse.

Des milliers de personnes ont par ailleurs participé au cours de la matinée à la première grande

manifestation d'opposition depuis l'enlèvement de Nicolas Maduro. « Amnistie maintenant », a-t-on pu lire sur une banderole déployée à l'entrée de l'Université centrale du Venezuela (UCV) de Caracas, la plus grande du pays, critique à l'égard du chavisme, la doctrine d'inspiration socialiste fondée par le feu président Hugo Chavez (1999-2013). « Le Venezuela sera libre ! Vive nos étudiants ! », s'est réjoui la cheffe de l'opposition et Prix Nobel de la paix, Maria Corina Machado, sur X.

L'ancien président Nicolas Maduro a été enlevé lors d'une opération militaire américaine au début de janvier. Delcy Rodriguez a pris les rênes du pouvoir, mais elle demeure sous la pression de Washington. Elle a visité, jeudi, des champs de pétrole au Venezuela en compagnie du secrétaire à l'énergie des Etats-Unis, Chris Wright.

BANGLADESH : Premières législatives depuis la révolution, les nationalistes revendentiquent la victoire, contestée par les islamistes

Selon les projections des télévisions, le BNP est crédité d'une très large majorité au Parlement. La coalition dirigée par les islamistes du Jamaat-e-Islami remet en cause ces résultats, selon le monde fr.

Le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), de Tarique Rahman, a revendiqué, vendredi 13 février, une large victoire aux premières élections législatives organisées depuis l'insurrection qui a causé la chute du régime de fer de Sheikh Hasina à l'été 2024, succès aussitôt contesté par ses rivaux islamistes.

Aux premières heures de la matinée, un haut responsable du BNP, Salahuddin Ahmed, s'est réjoui auprès de l'Agence France-Presse (AFP) de la « victoire attendue » de son camp lors du scrutin de jeudi, qui devrait faire de son chef, Tarique Rahman, le prochain premier ministre du pays.

Mais son principal adversaire, la coalition dirigée par les islamistes du Jamaat-e-Islami, a publié peu après une déclaration remettant en cause ces résultats. « Nous ne sommes pas satisfaits du processus entourant les

résultats des élections », a fait savoir le parti, dénonçant des « incohérences répétées ou des montages dans l'annonce des résultats provisoires » qui « posent de sérieuses questions quant à l'intégrité » du processus. Selon les projections des télévisions locales vendredi à 9 h 30 (4 h 30 à Paris), au lendemain du scrutin, le BNP est crédité de 212 des 300 sièges de la chambre unique du Parlement, soit une majorité de plus des deux tiers, contre 74 à la coalition du Jamaat-e-Islami.

Dans un message publié sur les réseaux sociaux par leur ambassade à Dacca, les Etats-Unis ont félicité le BNP et Tarique Rahman pour leur « victoire historique » et se sont réjouis de travailler avec eux « à la réalisation de leurs objectifs de prospérité et de sécurité ».

Le premier ministre indien, Narendra Modi, leur a emboîté le pas. « Cette victoire montre la confiance du peuple du Bangladesh en vos qualités de dirigeant », a-t-il écrit sur X à l'intention du chef du BNP. Alors que les relations entre les deux voisins se sont nettement dégradées en 2024

depuis l'exil en Inde de Sheikh Hasina, Narendra Modi a ajouté : « L'Inde continuera à soutenir un Bangladesh démocratique, progressiste et inclusif. »

Le premier ministre du Pakistan, Shehbaz Sharif, a félicité vendredi Tarique Rahman pour sa victoire aux élections législatives de ce pays qui faisait partie du Pakistan avant son indépendance, en 1971. « Je félicite également le peuple bangladais pour le bon déroulement des élections », a-t-il écrit sur X, ajoutant qu'il se réjouissait de travailler en étroite collaboration avec les nouveaux dirigeants.

Tarique Rahman, probable futur premier ministre

La commission électorale n'a pas encore publié de résultats officiels.

Avant même la clôture des bureaux de vote jeudi, Tarique Rahman avait exprimé sa confiance devant la presse : « Je vais gagner l'élection (...), nous aurons une majorité suffisante pour diriger calmement le pays. » Agé de 60 ans, le probable futur premier ministre est l'héritier d'une longue dynastie politique. Rentré en décembre 2025 après dix-sept ans d'exil au Royaume-



Uni, il a pris la succession à la tête du BNP de sa mère, Khaleda Zia, trois fois première ministre, après la mort de celle-ci, quelques jours plus tôt.

Son rival, le chef du Jamaat, Shafiqur Rahman, 67 ans, qui a connu les geôles de l'ex-première ministre Sheikh Hasina, ambitionne quant à lui de devenir le premier premier ministre islamiste de l'histoire du Bangladesh, un pays à 90 % musulman.

Dans une déclaration jeudi soir, le chef du gouvernement provisoire et Prix Nobel de la paix, Muhammad Yunus, a exhorté les partis à respecter les usages démocratiques, à faire preuve de « tolérance et de

respect ». « Nous devons rester unis dans l'intérêt national », a insisté M. Yunus, 85 ans, qui a annoncé qu'il se retirerait dès que les résultats officiels seraient proclamés.

Ferveur

Après une campagne souvent tendue, parfois violente, le scrutin de jeudi, sécurisé par plus de 300 000 policiers et soldats, s'est déroulé sans incident majeur. De nombreux électeurs se sont réjouis de pouvoir voter, dans une ferveur que le pays n'avait plus connue depuis l'élection de Sheikh Hasina en 2009. Les scrutins suivants avaient tous été boudés par l'opposition ou dénaturés par des fraudes massives.

ILAN KEBBAL:**« Petkovic ? Un bon coach qui n'est pas très ouvert »**

Hormis ses ambitions en club avec le Paris FC, Ilan Kebbal s'est également exprimé sur l'équipe nationale et sur Vladimir Petkovic lors de son passage dans le podcast Génération After. L'ailier droit algérien est revenu sur la CAN, conclue par une élimination en quart de finale face au Nigéria, ainsi que sur ses objectifs futurs, notamment la Coupe du monde. Une première CAN riche en apprentissages.

Pour sa première Coupe d'Afrique des nations, Kebbal a découvert une compétition d'un tout autre niveau, une expérience marquante : « J'ai pris ça d'une manière incroyable. Je n'avais jamais côtoyé ce genre de compétition. En plus de ça, on avait un très bon groupe. Je ne vais pas mentir, n'importe quel joueur veut jouer. Franchement, j'ai été très content d'être là-bas et de comprendre comment ça se passait dans ce genre de compétition. Je revenais de loin, il y a six mois, j'étais en Ligue 2, on se dit que c'est impossible de faire la CAN et il y a des joueurs devant moi. C'est le football, c'est normal. Comme je l'ai dit, j'étais prêt à jouer 5, 10 minutes... je suis content d'avoir



eu 10 minutes de temps de jeu. »

Son regard sur Petkovic

Interrogé ensuite sur Vladimir Petkovic, le joueur a livré un regard honnête, évoquant à la fois ses qualités et son exigence au quotidien : « C'est un bon coach, mais qui n'est pas très forcément ouvert, il veut les résultats et, depuis qu'il est à la sélection, on a eu les résultats »

Revenant ensuite sur l'élimination face au Nigéria

lors du tournoi continental, l'international algérien a reconnu sans détour la supériorité adverse tout en rappelant le contexte dans lequel arrivait la sélection : « Contre le Nigéria, objectivement, on sait que c'est difficile, même le coach, c'est un compétiteur, je pense qu'il voudra sortir de cette phase de poules. »

Objectif sélection malgré la concurrence

Enfin, le joueur s'est projeté sur la suite de son aventure

fois des poules. Avec Vladimir Petkovic, les résultats se suivent. Maintenant il faut se préparer pour la Coupe du monde pour sortir de cette phase de groupes, internationale, évoquant la concurrence, son temps de jeu et sa détermination intacte à répondre présent si l'occasion se présente : « Y'a une trêve en mars, si j'ai du temps de jeu, je suis prêt, j'attends que ça et même si je ne l'ai pas, je suis là pour la sélection. Peut-être que c'est à moi d'en faire plus, que ce soit en club ou à l'entraînement là-bas. L'objectif, c'est la Coupe du Monde clairement. »

Sport

NATIONAL INTERNATIONAL

AL DUHAIL:**Mission accomplie grâce à Boulbina**

L'international algérien Adil Boulbina a inscrit le premier des deux buts de son équipe, Al-Duhail, drivé par Djamel Belmadi, face au club d'Al Waab, dans une rencontre disputée ce jeudi, pour le compte du huitième de finale de la Coupe de l'Émir du Qatar. En effet, Boulbina s'est illustré par l'ouverture du score pour son équipe, avant la demi-heure de jeu et précisément, à la 28e minute, suite à un penalty. Titularisé dès le début de la partie, Boulbina a été égal à lui-même en multipliant les efforts sur le terrain pour permettre à son équipe de se qualifier en quart de finale de la Coupe de l'Émir du Qatar. Par la suite, lui et ses coéquipiers ont bien su gérer la partie en multipliant les rushs, mais, sans pouvoir doubler la mise lors de la première mi-temps qui s'est terminée sur ce court score d'un but à zéro. Cette mi-temps a été très disputée, dans la mesure où les joueurs d'Al Duhail voulaient le deuxième but, alors que leur adverse du jour lutta pour égaliser.

De retour des vestiaires, Boulbina et ses coéquipiers reviennent à la charge pour assurer un second but. Entre-temps, Boulbina a cédé sa place à son coéquipier, Luiz Ceará (78'). Par la suite, on s'acheminait sur une courte victoire d'Al Duhail, lorsque Bourigeaud effectue une passe décisive à son coéquipier Piatek qui double la mise en faveur de son équipe (86'), confirmant la domination d'Al Duhail. Enfin, à noter qu'à l'issue de la partie, Adil Boulbina a été élu "homme du match" pour sa performance remarquable.



Sport

COUPE DU ROI:
la défense du FC Barcelone s'est totalement ridiculisée !

Humilié par l'Atlético de Madrid (4-0) lors des demi-finales aller de la Coupe du Roi, le FC Barcelone a été trahi par une défense totalement hors-sujet. La finale s'éloigne inexorablement pour les hommes d'Hansi Flick. Une soirée cauchemardesque. Ce jeudi soir, au Riyad Air Metropolitan, le FC Barcelone a totalement perdu les pédales face à l'Atlético de Madrid. Organisés en 4-3-3 avec une attaque composée de Lamine Yamal, Ferran Torres et Fermín López, les Culers ont tout simplement pris l'eau contre les Colchoneros (0-4) et se retrouvent, plus que jamais, dos au mur avant la manche retour, qui se déroulera le 3 mars prochain. Une défaite cinglante expliquée, en grande partie, par les largesses de la défense catalane. Pour ceux qui n'ont pu assister à ce désastre, il suffit d'ailleurs d'aller regarder le replay du premier but concédé par les hommes d'Hansi Flick : passe en retrait d'Eric Garcia, contrôle manqué par le portier

Joan Garcia et premier cadeau de la soirée... (0-1, 7e). Une terrible boulette donnant le ton à ce qu'ont pu proposer les Catalans tout au long de la rencontre. Dépassés par la mobilité des attaquants madrilènes, positionnés trop haut sur le terrain et incapables de stopper les offensives adverses, les Blaugranas ont finalement coulé.

Baldé, Garcia & co ont sabordé le Barça

Outre l'erreur fatale menant à l'ouverture du score, comment ne pas évoquer la disastreux d'Alejandro Baldé, à l'agonie dans son couloir gauche. Que dire également de cette séquence où Cubarsi et Eric Garcia semblaient jouer le piège du hors-jeu... dans le camp adverse. Il ne fallait pas tant d'amateurisme aux partenaires d'Ademola Lookman, réalistes face au but blaugrana. Mené de 4 buts à la pause - pour la deuxième fois seulement depuis la saison 2004/2005 - le Barça n'allait finalement jamais s'en relever.

Des changements à venir ?

« La première mi-temps ils nous ont surpassés à tous les niveaux : intensité, désir, attitude... Ils ont même eu quelques occasions supplémentaires, nous en avons aussi eu quelques-unes de Fermín. La façon dont nous sommes sortis en seconde mi-temps, c'est ce que nous aurions dû faire dès le début. Ce n'est pas une excuse. Le fait qu'ils soient plus motivés. En première mi-temps, ils nous ont écrasés. Il reste 90 minutes, nous jouons à domicile, avec nos supporters, avec l'équipe que nous avons, les joueurs que nous allons récupérer. Je ne doute pas que nous pouvons renverser la situation », assurait Eric Garcia au coup de sifflet final.

« La première mi-temps a été difficile. Ils ont été bien meilleurs que nous. Plus d'intensité, plus d'agressivité dans les duels. Il est vrai que les absences n'ont pas aidé, mais ce n'est pas une excuse. Nous n'allions pas bien. Je pense qu'on va s'améliorer. Quand tu récupères des joueurs, c'est mieux. Aujourd'hui, ce n'était pas une question d'avoir ou de ne pas avoir. C'était une question d'intensité, nous savions que l'Atlético avait une équipe avec de grands joueurs. Nous n'avons pas joué la première mi-temps comme nous aurions dû. Il faut penser à La Liga, le match retour est encore loin », notaît de son côté Deco, le directeur sportif, au micro de TV3.

Présent en conférence de presse, Hansi Flick regrettait, lui aussi,

le manque d'impact de ses troupes. « Nous n'avons pas bien joué en équipe. Et quand vous ne jouez pas comme ça, vous ne jouez pas bien. Il y avait une grande distance entre les joueurs. Il y a eu un manque de pressing. Parfois, c'est bien de recevoir une leçon comme celle-là. Ensuite, nous avons mieux joué. Mais nous allons nous battre. Nous avons deux mi-temps de 45 minutes pour marquer deux buts dans chacune d'elles ». Reste désormais à savoir si le technicien allemand fera des choix forts dans les semaines à venir, lui qui peut également compter sur Cancelo, Araújo ou encore Gerard Martín. Déjà aperçue par le passé, cette naïveté devrait, quoi qu'il en soit, avoir de lourdes conséquences. Tenant du titre, le club catalan a, en effet, très certainement dit adieu à un nouveau sacre en Coupe du Roi et sa défense ne sera clairement pas étrangère à un tel échec sportif.



Spotify atteint 750 millions d'utilisateurs et compte 30 fois plus d'abonnés que Deezer



Spotify publie ses résultats du quatrième trimestre 2025 et affiche une santé florissante. La plateforme suédoise franchit la barre symbolique des 750 millions d'utilisateurs actifs mensuels et compte désormais 290 millions d'abonnés payants.

Spotify clôture l'année 2025 sur des chiffres records. Le service de streaming a enregistré 751 millions d'utilisateurs actifs mensuels au quatrième trimestre, soit une progression de 11% sur un an. Du

côté des abonnements premium, la hausse atteint 10% avec 290 millions de souscripteurs, contre 276 millions en juillet dernier. Une croissance qui s'accélère après une année charnière

Les chiffres du quatrième trimestre marquent une accélération notable par rapport aux précédents résultats : en février 2025, la plateforme comptait 675 millions d'utilisateurs et 263 millions d'abonnés payants, puis 696 millions d'utilisateurs et 276 millions d'abonnés en juillet. La

progression sur les six derniers mois de l'année s'avère donc particulièrement dynamique avec 55 millions d'utilisateurs supplémentaires et 14 millions de nouveaux abonnés premium. À titre de comparaison, troisième trimestre 2025, Deezer revendiquait 9 millions d'abonnés payants au total, soit une baisse par rapport aux 9,7 millions un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires du trimestre s'établit à 4,5 milliards d'euros, en hausse de 13% à taux de change constant. La marge brute progresse pour atteindre 33,1%, tandis que le revenu opérationnel grimpe à 701 millions d'euros. Sur l'ensemble de l'année 2025, la plateforme a reversé 11 milliards de dollars à l'industrie musicale, dont la moitié pour les artistes et labels indépendants. L'Europe reste le premier marché avec 36% des abonnés premium, suivie de l'Amérique du Nord qui représente 25% de la base payante. Alex Norström, co-CEO de Spotify, souligne que l'entreprise sert désormais plus de trois quarts de milliard de personnes à travers le monde.

IA, vidéos et livres audio : Spotify diversifie

Gustav Söderström, co-CEO, positionne Spotify comme le département recherche et développement de l'industrie musicale. Selon lui, les entreprises qui adopteront rapidement les technologies d'IA tireront le meilleur parti de cette transformation. La plateforme a d'ailleurs lancé fin 2025 des initiatives pour filtrer ce qu'elle qualifie de contenu généré par IA de faible qualité, tout en développant des fonctionnalités centrées sur les artistes.

Le service Wrapped 2025 a battu ses propres records avec 300 millions d'utilisateurs et 630 millions de partages sur les réseaux sociaux dans 56 langues. Spotify poursuit également sa diversification avec l'extension des livres audio à cinq nouveaux pays nordiques et le déploiement des vidéos musicales en version bêta aux États-Unis et au Canada.

En Bref...

Sera-t-ce le chant du cygne pour l'application Telegram en Russie ? Depuis ce mardi 10 février, des utilisateurs rencontrent des difficultés d'accès à l'une des plateformes de messagerie les plus utilisées au monde.

Après les applications du groupe Meta, c'est au tour de Telegram de faire l'objet de nouvelles restrictions en Russie. Depuis deux jours, des utilisateurs affirment rencontrer des problèmes d'accès à la plateforme. Les autorités russes ont en effet décidé de commencer à ralentir le service de messagerie qui compte plus d'un milliard d'utilisateurs dans le monde. La raison invoquée ? L'absence de lutte contre l'usage de l'application à des fins criminelles et terroristes.

Telegram restreint en Russie : l'application serait le refuge des criminels et terroristes

L'année dernière, le Roskomnadzor, le service fédéral qui régit les communications et l'information en Russie, a bloqué l'accès à l'application WhatsApp. Après avoir inauguré une première salve de restrictions et d'interdictions à plusieurs plateformes et messageries sociales il y a plusieurs années, parmi lesquelles Facebook, Snapchat, Discord et même Telegram, les autorités russes passent maintenant à la vitesse supérieure avec la messagerie de Pavel Durov.

Ce mardi 10 février, le Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias a annoncé mettre en place des mesures pour restreindre progressivement l'accès à Telegram sur le territoire. Les autorités considèrent que l'application est utilisée à des fins criminelles et que ses dirigeants refusent de se conformer aux exigences en matière de prévention de la criminalité. En 2020, Durov affirmait pourtant vouloir « lutter contre le terrorisme et l'extrémisme ».

L'été dernier, l'agence russe avait d'ailleurs déjà expliqué que WhatsApp et Telegram étaient « les principaux services vocaux utilisés pour l'escroquerie et l'extorsion d'argent, ainsi que pour l'implication de citoyens russes dans des activités de sabotage et terroristes ».

Le refresh d'Arrow Lake arrive fin-mars, mais un processeur se perd en route



Si les Core Ultra 7 270K Plus et Core Ultra 5 250K Plus sont prévus pour fin-mars, il ne semble plus devoir être question du Core Ultra 9 290K Plus.

Sans doute satisfaite des performances de son Core Ultra 285K, Intel aurait décidé de ne pas commercialiser de processeur plus puissant avec le refresh attendu de la gamme Arrow Lake.

Au revoir Core Ultra 9 290K Plus

Il y a maintenant un peu plus d'un an, nous testions la génération Arrow Lake de processeur Intel pour machines desktop. Une génération qui n'a

pas effacé tous les errements du passé, mais qui marque tout de même du mieux.

Si certaines rumeurs avaient, un temps, annoncé que la firme américaine n'avait aucune intention de faire évoluer cette génération Arrow Lake pour se focaliser sur la suite, Razer Lake, il n'en est finalement rien. Côté Razer Lake, silence radio, en revanche, Arrow Lake Refresh refait bien parler d'elle avec un changement de braquet intéressant.

En novembre dernier, date de la dernière « fuite » sérieuse, nous avions ce qui ressemblait aux caractéristiques techniques finales des trois puces envisagées

par Intel pour cette gamme intermédiaire : le Core Ultra 9 290K Plus, le Core Ultra 7 270K Plus et le Core Ultra 5 250K Plus avec un tout petit coup de boost par rapport aux puces déjà lancées et, parfois, des coeurs en plus.

4 coeurs et quelques MHz de plus Il semblerait aujourd'hui que ce « coup de boost » ne soit plus suffisant pour justifier le lancement du Core Ultra 9 290K Plus qu'Intel aurait donc décidé de mettre sur la touche.

À en croire @9550pro, un habitué des fuites sur la plateforme X, Intel ne va plus lancer que deux puces pour ce renouvellement de la gamme Arrow Lake, les deux plus petites évoquées précédemment. De fait, le Core Ultra 285K aura la charge de maintenir le haut de gamme Intel face à la concurrence, et ce, jusqu'à la sortie de la prochaine véritable génération.

À côté de cela, @9550pro semble savoir quand arrivera ce Refresh avec une précision sur les dates d'embargo des

tests : il serait question du 23 mars, et ce, pour les deux puces restantes, le Core Ultra 7 270K Plus et le Core Ultra 5 250K Plus. Connaissant les habitudes d'Intel, si cette date est exacte, alors la sortie réelle des puces se ferait le 24 mars prochain, le lendemain.

Deux puces qui semblent avoir un certain intérêt par rapport aux modèles actuels car si le 290K Plus ne faisait qu'augmenter la fréquence boost, les 270K Plus et 250K Plus intègrent aussi 4 « E-cores » (coeurs efficaces) de plus. Ce ne sera sans doute pas suffisant pour révolutionner l'offre d'Intel, mais au moins il y a une réelle différence technique.

Une différence qu'Intel a décidé d'associer à une prise en charge plus évoluée de la mémoire vive DDR5 : sur Arrow Lake Refresh tout porte à croire qu'il sera question de DDR5-7200 contre de la DDR5-6400 pour Arrow Lake... mais, là non plus, pas de révolution en vue, surtout que vu les prix de la DDR5 aujourd'hui, on prend ce qu'on trouve !



Cannes 2025

Une Sélection officielle qui rayonne jusqu'aux Oscars 2026

L'annonce des nominations de la 98e cérémonie des Oscars, qui se tiendra le 15 mars 2026 à Los Angeles, met une nouvelle fois en lumière la place centrale qu'occupe le Festival de Cannes dans la trajectoire internationale des films. Six œuvres issues de la Sélection officielle 2025 totalisent dix-neuf nominations, un chiffre qui, au-delà de sa portée symbolique, invite surtout à interroger la nature de cette reconnaissance, ses logiques internes et les écarts qu'elle révèle entre les valeurs portées par Cannes et celles mises en avant par l'Académie américaine.

Si l'on s'en tient aux chiffres, Valeur sentimentale de Joachim Trier domine largement cette présence cannoise. Lauréat du Grand Prix, le film concentre à lui seul neuf nominations, traversant presque toutes les strates de distinction possibles, des catégories majeures à celles de l'interprétation, de l'écriture et du montage. Cette reconnaissance étendue n'est pas anodine. Elle tient à la nature même du cinéma de Joachim Trier, à sa capacité à inscrire des récits profondément intimes dans une forme narrative lisible, structurée, immédiatement identifiable pour l'Académie. Valeur sentimentale explore les liens familiaux, la mémoire affective et les zones fragiles de l'existence avec une précision émotionnelle qui n'exclut jamais la clarté du récit. C'est un cinéma de la nuance, de l'équilibre, où la complexité psychologique des personnages s'inscrit dans une dramaturgie solide. Cette combinaison explique sans doute pourquoi le film franchit sans difficulté les frontières entre reconnaissance festivalière européenne et adhésion institutionnelle hollywoodienne.

À l'autre extrémité du spectre, Un simple accident de Jafar Panahi, Palme d'or du 78e Festival de Cannes, ne recueille que deux nominations, pour le Meilleur film international et le Meilleur scénario original. Ce contraste ne peut être réduit à une simple question de goût ou de visibilité. Il renvoie à une question beaucoup plus profonde, celle des conditions mêmes de création du cinéma et de la manière dont elles sont, ou non, prises en compte

par les grandes institutions internationales.

Car le cinéma de Jafar Panahi ne peut être dissocié de son contexte. Faire un film en Iran n'est pas un acte neutre. C'est un geste exposé, risqué, potentiellement sanctionné par la prison. Tourner, écrire, montrer un film dans un tel cadre implique une prise de risque réelle, tangible, qui dépasse de loin les contraintes artistiques ou industrielles rencontrées dans les pays occidentaux. Cette réalité ne constitue pas un arrière-plan, elle irrigue le film de l'intérieur. Elle en est l'une des forces majeures. La contrainte ne limite pas ici la création, elle la structure, elle lui donne son urgence, sa nécessité, sa gravité, et conditionne directement le geste cinématographique.

Dans ce contexte, le mérite d'un film comme Un simple accident ne peut se mesurer uniquement à l'aune de critères esthétiques ou narratifs isolés. Il réside aussi dans le fait même que le film existe. Reconnaître son scénario, saluer son écriture, tout en le tenant à distance des catégories les plus exposées, revient à fragmenter l'œuvre, à en extraire une dimension acceptable sans embrasser pleinement le geste cinématographique et politique qu'elle incarne. Or, c'est précisément cette dimension politique, cette prise de risque assumée, qui donne au film sa force et devrait, selon moi, appeler une reconnaissance à la mesure de l'engagement qu'il implique. Faire un film sous la menace, dans un espace de restriction et de surveillance, implique un engagement et un courage qui méritent d'être considérés comme des critères à part entière de l'excellence artistique.

Au-delà de cette dimension, tout en étant profondément ancré dans le contexte iranien, Un simple accident dépasse largement ce cadre pour atteindre une portée universelle. Le film, qui suit un groupe d'hommes convaincus d'avoir reconnu l'un de leurs anciens tortionnaires et s'interroge sur la manière de lui faire rendre compte, finit par confronter chacun à la complexité morale de la vengeance, de la justice et du pardon — des thèmes qui résonnent bien au-delà de la situation politique locale

et invitent à une réflexion profonde sur la condition humaine et les liens entre mémoire, traumatisme et responsabilité individuelle et collective. C'est précisément cette capacité à transformer une expérience située en interrogation universelle, telle que le film la déploie, qui a pu pousser le jury de Cannes à saluer l'œuvre au point de lui attribuer la Palme d'or, lecture que le jury de Cannes semble avoir pleinement assumée, alors que la reconnaissance au sein de l'Académie est restée plus limitée.

Entre ces deux pôles, L'Agent secret de Kleber Mendonça Filho occupe une position intermédiaire particulièrement révélatrice. Déjà distingué à Cannes par le Prix de la mise en scène et le Prix d'interprétation masculine, le film trouve aux Oscars une reconnaissance qui touche à la fois sa dimension narrative et son incarnation. Le cinéma de Kleber Mendonça Filho, traversé par une réflexion sur l'histoire, la mémoire collective et les tensions sociales, s'inscrit dans une forme plus immédiatement lisible, sans renoncer à une profondeur politique réelle. La nomination de Wagner Moura consacre une performance centrale, construite dans la durée, tandis que la reconnaissance du casting dans son ensemble souligne l'importance du travail collectif dans l'équilibre du film. Ici, l'Académie semble prolonger le regard porté par Cannes, sans pour autant aller jusqu'à une consécration massive.

Sirāt d'Oliver Laxe suit une trajectoire encore différente. Récompensé par le Prix du Jury ex æquo, le film se distingue par une approche sensorielle et spirituelle du cinéma, où le son, le paysage et le rapport au temps deviennent des éléments narratifs à part entière. Sa reconnaissance aux Oscars, concentrée sur le Meilleur film international et le Meilleur son, souligne une attention portée à sa singularité formelle plutôt qu'à une logique narrative traditionnelle. Sirāt n'est pas un film qui cherche l'adhésion immédiate, mais une expérience qui s'impose par sa radicalité sensible.

Enfin, la présence de Arco d'Ugo Bienvenu et de Amélie

et la métaphysique des tubes de Maïlys Vallade et Liane-Cho Han rappelle que la Sélection officielle de Cannes s'ouvre aussi à d'autres formes de narration. Ces films d'animation, présentés en Séances spéciales, témoignent d'un rapport au cinéma où l'imaginaire, la transmission et l'invention visuelle occupent une place centrale.

Au-delà des écarts de reconnaissance et des trajectoires individuelles, ces dix-neuf nominations rappellent surtout une évidence : c'est à Cannes, plus que dans tout autre festival de cinéma, que se révèle aujourd'hui une large part des films qui structurent l'année cinématographique internationale. La Sélection officielle n'est pas seulement un espace de consécration, elle est un point de départ. C'est là que les œuvres apparaissent pour la première fois, se confrontent au regard critique, s'inscrivent dans un récit mondial avant de poursuivre, chacune à sa manière, leur parcours dans les grandes cérémonies.

Qu'ils soient ensuite largement nommés, reconnus de manière plus ciblée ou parfois partiellement ignorés, ces films ont en commun d'avoir été révélés sur la Croisette. Cannes agit comme un révélateur, un lieu où se dessinent les lignes de force du cinéma contemporain, bien avant que ne s'opèrent les choix, les hiérarchies et les filtrages propres aux autres institutions. Les Oscars ne viennent pas créer ces films, ils les reçoivent, les requalifient ou les re déplacent selon une logique qui leur est propre.

Dans cette perspective, l'importance de Cannes ne se mesure pas uniquement à la conversion de ses palmarès en récompenses ultérieures, mais à sa capacité constante à faire émerger les œuvres qui comptent. Année après année, c'est sur ses écrans que se donnent à voir les films qui nourriront les débats, les controverses et les reconnaissances de la saison. Plus qu'un simple festival, Cannes demeure le lieu où s'écrit, en amont, l'histoire du cinéma de l'année.

Rendez-vous le 16 mars 2026 pour savoir lesquels de ces six films nommés repartiront avec une statuette.

Liste des nominations par film:
VALEUR SENTIMENTALE de Joachim Trier

Compétition – Grand Prix

9 nominations :

Meilleur Film

Meilleur Film International

Meilleur Réalisation

Meilleure Actrice : Renate Reinsve

Meilleur Acteur dans un second rôle : Stellan Skarsgård

Meilleure Actrice dans un second rôle : Elle Fanning

Meilleure Actrice dans un second rôle : Inga Ibsdotter Lilleaas

Meilleur Scénario original

Meilleur Montage

L'AGENT SECRET de Kleber Mendonça Filho

Compétition – Prix de la mise en scène – Prix d'interprétation masculine

4 nominations :

Meilleur Film

Meilleur Film International

Meilleur Acteur : Wagner Moura

Meilleur Casting

UN SIMPLE ACCIDENT de Jafar Panahi

Compétition – Palme d'Or

2 nominations :

Meilleur Film International

Meilleur Scénario original

SIRĀT d'Oliver Laxe

Compétition – Prix du Jury (Ex-aequo)

2 nominations :

Meilleur Film International

Meilleur Son

ARCO de Ugo Bienvenu

Séances spéciales

1 nomination

Meilleur Film d'animation

AMÉLIE ET LA MÉTAPHYSIQUE DES TUBES de Maïlys Vallade et Liane-Cho Han

Séances spéciales

1 nomination

Meilleur Film d'animation

Neila Driss



Des rituels afro-brésiliens en prélude au carnaval de Rio de Janeiro

Les adeptes de religions afro-brésiliennes ont accompli un rituel de purification haut en couleur au Sambadrome de Rio de Janeiro samedi, une semaine avant le début officiel du carnaval.

Vêtus de vêtements traditionnels blancs, les pratiquants d'Umbanda et de Candomblé ont dansé le long de l'avenue, balayant le sol avec des balais faits de rue, une plante réputée pour ses propriétés purificatrices. Le prêtre de la religion afro-brésilienne Alexandre Fernandes a expliqué que le but de la cérémonie était de « prévenir le mal ».

« Notre intention est d'avoir la paix pendant le carnaval, que tout le monde soit joyeux et heureux, et d'inviter nos ancêtres à nous protéger pendant cette période.



» Des femmes religieuses de l'État de Bahia, issues de toutes les écoles de samba et vêtues de costumes traditionnels afro-brésiliens, ont également pris part au rituel, aux côtés de couples porte-drapeaux et de membres

âgés des écoles. Les meilleures écoles de samba de Rio de Janeiro doivent défiler au Sambadrome Marquis de Sapucaí de Rio de Janeiro les 16, 17 et 18 février.

Citations

“ Quand une femme pleure, c'est comme si le soleil se voilait. ”

Massa Makan Diabtate

Le monde déteste le changement.

C'est pourtant la première chose qui lui a permis de progresser.

Charles F Kettering

Tchad

Les cultures sahariennes à l'honneur à Amdjarass



Cavaliers richement décorés, danses traditionnelles et tambours résonnant dans le désert. La ville d'Amdjarass, dans l'est du Tchad, accueille la sixième édition du Festival international des cultures sahariennes, un événement dédié à la richesse et à la diversité des peuples du Sahara et du Sahel. Des dizaines de groupes ethnolinguistiques venus du Tchad et d'autres pays sahariens participent à cette rencontre culturelle. Cette année, le Niger est l'invité d'honneur, aux côtés de délégations venues de Mauritanie, du Burkina Faso, du Mali et du Maroc. Objectif : favoriser le dialogue entre

communautés. « Les décorations que vous voyez sur les chevaux sont là pour les embellir. C'est une tradition importante pour nous. Sans ces ornements, un cheval est comme une personne qui n'est pas habillée », souligne Abdel-Nassir Abdelrahmane, cavalier traditionnel de l'éthnie Zaghawa, originaire de la province de Wadi Fira.

Au-delà du spectacle, le festival se veut aussi un levier de développement culturel et touristique. Son fondateur et coordinateur, Issouf Elli Moussami, espère voir l'événement gagner en notoriété. « Le festival se poursuit et prend de l'ampleur, et il deviendra un jour un événement international majeur. Nous affinons notre approche pour faire de ce festival un événement culturel et touristique majeur au Tchad », affirme-t-il.

À Amdjarass, cette célébration rappelle que les cultures sahariennes, malgré les frontières, partagent une histoire, des traditions et une identité communes.





Coeur, érection, sommeil : quels sont les bienfaits des pistaches ?

Ce petit fruit à coque star vert regorge de bienfaits nutritionnels et de vertus santé. La pistache est bonne pour le cœur et le sommeil, certaines études récentes et médiatisées ont même observé des effets sur l'érection masculine... Le point avec la docteure Laure Martinat, médecin experte en micronutrition. Star de l'apéro, la pistache est le fruit à coque que les Français préfèrent grignoter en trinquant. Et c'est une bonne chose, car elles sont bien plus saines que les chips ou que le saucisson ! En plus des nombreux micronutriments dont elle regorge, la pistache contient de l'arginine, un acide aminé aux effets vasoconstricteurs, en partie responsable de nombreux bienfaits santé.

Calories, vitamines, protéines, glucides, fer : quelle est la valeur nutritionnelle des pistaches ?

À l'image de tous les fruits à coque, et sans doute un peu plus encore, les pistaches ont un profil nutritionnel particulièrement intéressant. Côté valeur énergétique, les pistaches présentent une densité calorique très élevée (560 calories pour 100 g), du fait de leur importante concentration en lipides, comme c'est le cas de tous ces fruits dits « oléagineux », « oleum » signifiant « huile » en latin. Pour autant, malgré cet apport calorique élevé, les pistaches ne sont pas un aliment à bannir des régimes minceur bien au contraire ! La raison ? Riches en fibres (10 g pour 100 g), en protéines végétales (20 g pour 100 g) et en bonnes graisses (majoritairement insaturées), les pistaches sont très rassasiantes et peuvent constituer un encas très sain pour les personnes qui cherchent à réguler leur poids. Leurs lipides représentent un peu plus de 45 g, majoritairement sous forme d'acides gras insaturés : près de 23 g d'acides gras mono-insaturés (les mêmes que dans l'huile d'olive) et environ 14 g de poly-insaturés, avec une proportion relativement faible d'acides gras saturés (un peu plus de 5 g). Ce profil lipidique explique en grande partie les effets bénéfiques observés sur le cholestérol et la fonction vasculaire. Ses fibres alimentaires, en



plus de contribuer à la satiété, participent aussi au contrôle glycémique et à la santé digestive, et jouent un rôle indirect sur le risque cardiovasculaire. Sur le plan des micronutriments, la pistache se distingue par une teneur notable en potassium (environ 1 000 mg/100 g, soit plus qu'une banane), un minéral clé dans la régulation de la pression artérielle. Elle apporte aussi du magnésium (environ 120 mg), du phosphore, du fer, ainsi que du cuivre et du zinc, tous impliqués dans le métabolisme énergétique et la fonction vasculaire. Les apports en minéraux dans la pistache

Minéraux Teneur pour 100g Part des apports journaliers recommandés

Calcium	108 mg	11 %
Cuivre	1,3 mg	87 %
Fer	4,1 mg	37 %
Iode	-	-
Magnésium	115 mg	38 %
Manganèse	1,24 mg	-
Phosphore	478 mg	87 %
Potassium	1020 mg	29 %
Sélénium	4,7 µg	7 %
Sodium (sel)	6 mg	0 %
Zinc	2,3 mg	21 %

En savoir plus sur les minéraux dans la pistache Côté vitamines, la pistache est l'un des rares fruits à coque à fournir des quantités intéressantes de vitamine B6 (environ 1,7 mg/100 g, soit plus de 100 % des apports journaliers recommandés), essentielle au métabolisme des acides aminés et à la régulation de l'homocystéine, un marqueur de risque cardiovasculaire. Elle contient également de la vitamine B1 (thiamine) et de la vitamine E, à l'action antioxydante modérée mais complémentaire. Enfin, la pistache est

naturellement pauvre en sucres (environ 7–8 g/100 g) et possède un index glycémique bas, ce qui la rend intéressante pour limiter les pics de glycémie, néfastes à la santé cardiométabolique.

Santé : quels sont ses bienfaits sur le cœur ?

Sous sa petite coque entrouverte, la pistache concentre donc tout un faisceau de nutriments dont beaucoup participent à la protection et au bon fonctionnement du système cardiovasculaire. Premier atout majeur : sa richesse en antioxydants. La pistache contient de nombreux polyphénols ainsi que de la vitamine E, deux familles de composés qui jouent un rôle clé dans la lutte contre le stress oxydatif. Ce stress oxydatif est l'un des mécanismes centraux du vieillissement cellulaire et du développement des maladies cardiovasculaires. « En neutralisant les radicaux libres, ces antioxydants contribuent à préserver l'intégrité des cellules, notamment celles qui tapissent les parois des vaisseaux sanguins », explique l'experte. La pistache se distingue aussi des autres fruits à coque par sa teneur en lutéine et zéaxanthine, deux antioxydants en partie responsables de sa couleur verte, qui participent elles aussi à la protection cellulaire, y compris au niveau vasculaire. « Elles contribuent par ailleurs à maintenir un environnement moins inflammatoire dans l'organisme » souligne la nutritionniste. Autre pilier de l'intérêt cardiovasculaire de la pistache : son profil lipidique. Elle est riche en acides gras insaturés, en particulier en acide oléique un acide gras que l'on retrouve en

abondance dans l'huile d'olive. « Ces graisses ont un effet protecteur bien documenté sur le cœur », rappelle l'experte. « Elles participent à la régulation du cholestérol sanguin en diminuant le LDL, le « mauvais » cholestérol, tout en préservant le HDL dit « bon cholestérol » »

La pistache apporte également une quantité non négligeable de fibres alimentaires, en partie insolubles. Ces fibres agissent « comme un filet qui limite partiellement l'absorption du cholestérol au niveau intestinal et contribue ainsi à améliorer le bilan lipidique » détaille la Dre Martinat. Un mécanisme simple, mais efficace, surtout lorsqu'il s'inscrit dans une consommation régulière. Enfin, la pistache contient des phytostérols, des composés d'origine végétale dont l'efficacité dans la protection cardiovasculaire est bien documentée. « Les phytostérols entrent en compétition avec le cholestérol lors de l'absorption intestinale », explique l'experte. « Résultat : moins de LDL dans le sang, et un profil lipidique globalement plus favorable au cœur. » Au final, sans être un aliment miracle, la pistache coche de nombreuses cases de la prévention cardiovasculaire.

Érection, prostate : quels sont les bienfaits de la pistache pour l'homme ?

C'est un acide aminé semi-essentiel appelé arginine, présent en abondance dans la pistache, qui a poussé les scientifiques à rechercher de potentiels effets sur la fonction érectile. Cet acide aminé favorise la synthèse de monoxyde d'azote (NO), un gaz qui agit localement pour induire la vasodilatation. « Or, parmi les mécanismes de la dysfonction érectile, la principale est une atteinte vasculaire des vaisseaux du pénis qui ne se dilatent plus correctement. Raison pour laquelle les vasodilatateurs sont l'un des principaux traitements des troubles de l'érection », explique la Dre Martinat. Une étude datant de 2011, menée sur un groupe d'hommes souffrant de troubles de l'érection, a ainsi beaucoup fait parler d'elle. Ces patients ont suivi un régime alimentaire avec 100 g de pistaches par jour (trois à quatre poignées) pendant

trois semaines. Les résultats observés : une amélioration notable du flux sanguin vers le pénis, des érections plus fermes, un désir sexuel renforcé. Prudence néanmoins quant à l'interprétation de ces résultats !

Si manger une ou deux poignées de pistaches au sein d'une alimentation équilibrée présente bien des vertus, cela ne remplacera jamais un traitement médicamenteux !

Des bienfaits sur le sommeil ? Comme la plupart des fruits oléagineux, la pistache est un aliment allié du sommeil. « Le sommeil dépend en grande partie de la sérotonine, un neurotransmetteur qui sert ensuite de précurseur à la mélatonine », explique la nutritionniste interrogée. « Pour fabriquer cette sérotonine, l'organisme a besoin de tryptophane, mais aussi de cofacteurs comme la vitamine B6 et le magnésium ». La pistache apporte précisément ces trois micronutriments en quantité notable : du tryptophane, un acide aminé essentiel que le corps ne sait pas produire seul, ainsi que de la vitamine B6, indispensable à sa conversion en sérotonine. Elle contient également du magnésium, un minéral reconnu pour son rôle dans la régulation du système nerveux et la détente neuromusculaire.

Autre intérêt indirect : grâce à son association de fibres, de protéines et de bonnes graisses, la pistache contribue à une meilleure stabilité glycémique en soirée. Or, les variations de la glycémie peuvent perturber la production de sérotonine et fragmenter le sommeil. « Une poignée de pistache en fin de journée est plus favorable qu'un encas sucré pour stabiliser la glycémie et favoriser un bon sommeil », note la nutritionniste. L'effet reste toutefois modéré et progressif ! « On ne s'endort pas parce qu'on mange des pistaches », insiste-t-elle. « Mais, intégrées régulièrement à l'alimentation, elles participent à créer un environnement nutritionnel favorable à un sommeil de meilleure qualité. »



Pennes aux artichauts et courgettes

La recette méditerranéenne super facile de Laurent Mariotte

Savoureuses et parfumées (mais surtout faciles à préparer) les pennes aux artichauts et courgettes de Laurent Mariotte nous emmènent sous le soleil de l'Italie.

Les pennes aux artichauts et courgettes de Laurent Mariotte sont un plat de pâtes gourmand et équilibré qui combine des légumes de saison avec des saveurs méditerranéennes. Cette recette simple et rapide à réaliser est idéale pour un dîner en famille ou entre amis. Avant de les servir, ajoutez un filet d'huile d'olive et une pincée de basilic frais cisellé pour sublimer le goût de vos pennes !

Une recette aux saveurs estivales. Les ingrédients de la recette pour 6 personnes :

1 paquet de penne (500 g)

6 artichauts poivrade

3 fines courgettes

50 g de Parmesan

Huile d'olive

50 g de beurre

1 citron

3 gousses d'ail

Sel fin gris, poivre du moulin



Les étapes de la recette :

Plongez les pennes dans une grande casserole d'eau bouillante salée et faites cuire le temps indiqué sur le paquet.

Effeuillez légèrement les artichauts puis tournez-les au couteau.

Raccourcissez la queue et la pointe puis coupez-les en 4 et citronnez-les.

Lavez les courgettes et coupez-les en tronçons puis en 4 ou 6 selon la grosseur. Épluchez et émincez l'ail.

Versez de l'huile d'olive dans une grande poêle à bords hauts. Ajoutez l'ail, faites frire 1 minute puis jetez les quartiers d'artichauts.

Remuez, salez et poivrez et laissez cuire 2 à 3 minutes. Ajoutez les courgettes et remuez. Versez une louche d'eau de cuisson dans la poêle, remuez et ajoutez le beurre. Liez le tout.

Égouttez les pennes, versez dans la poêle et mélangez aux légumes.

Dressez en plat creux, zestez du



citron jaune dessus et râpez le parmesan.

Pour des pennes aux artichauts et aux courgettes de chef

Pour éviter que les légumes ne rendent trop d'eau, faites-les revenir dans une poêle bien chaude, sans les couvrir. Cela permettra de les saisir et de leur donner une belle couleur dorée. Pour plus de goût, n'hésitez pas à ajouter quelques herbes fraîches

telles que du thym, du romarin ou du basilic en fin de cuisson.

Si vous n'aimez pas les pâtes trop cuites, pensez à les retirer de l'eau bouillante une à deux minutes avant la fin de la cuisson recommandée. Elles finiront de cuire dans la sauce. Pour une version encore plus gourmande, ajoutez du fromage de chèvre frais ou de la feta émiettée sur les pâtes chaudes avant de servir.

L'astuce toute simple pour repousser les fourmis naturellement



Les techniques naturelles pour se débarrasser des fourmis sont toutes aussi efficaces pour repousser ces insectes de manière non toxique et surtout économique.

Les fourmis peuvent être des invités indésirables dans nos maisons et jardins et leur élimination peut être un défi pour de nombreuses personnes. Bien que les produits chimiques commerciaux puissent être efficaces pour se débarrasser des fourmis, ils peuvent également être coûteux et potentiellement dangereux pour les personnes et les animaux domestiques. De plus en plus de gens se tournent vers des solutions plus naturelles pour éliminer les fourmis, en utilisant des ingrédients

naturels et non toxiques pour l'environnement.

L'astuce pour dire adieu aux fourmis naturellement

L'influenceuse @koraii nous livre son astuce : opter pour de la cannelle, un des produits naturels les plus couramment utilisés pour se débarrasser des fourmis. Son odeur forte et piquante est un répulsif naturel pour ces insectes, qui sont généralement incapables de tolérer la cannelle. Pour utiliser la cannelle comme répulsif contre les fourmis, il suffit de saupoudrer de la cannelle en poudre autour des zones où ces insectes apparaissent fréquemment, comme les portes, les fenêtres et les rebords de cuisine. En outre, il est possible de réaliser



une solution à base d'eau et de cannelle en mélangeant une cuillère à soupe de cannelle en poudre avec une tasse d'eau, puis en vaporisant cette solution sur les zones touchées. Bien que la cannelle soit efficace pour repousser les fourmis, il est important de noter que cela peut prendre plusieurs applications avant que les insectes ne soient entièrement repoussés.

Les autres techniques à connaître absolument

Ces astuces peuvent être efficaces pour éliminer les fourmis de

débarrasser des fourmis. Pour l'utiliser, mélangez une demi-tasse de sucre, une demi-tasse de borax et une tasse d'eau chaude dans un bocal en verre. Trempez des coton-tiges dans le mélange et placez-les près des zones où les fourmis apparaissent, comme les rebords de fenêtre ou les baies vitrées. Les fourmis seront attirées par le sucre et mourront en ingérant le borax.

Vous pouvez également utiliser de l'huile essentielle de menthe poivrée. Les fourmis détestent l'odeur de la menthe poivrée. Pour ce faire, mélangez 10 à 15 gouttes d'huile essentielle de menthe poivrée avec une tasse d'eau dans un vaporisateur puis vaporisez cette solution autour des zones touchées. Vous avez du marc de café ? Utilisez-le pour vous débarrasser des fourmis car il s'agit d'un répulsif naturel très efficace. Placez simplement des tas de marc de café autour des zones touchées. Sachez aussi que les feuilles de laurier ont des propriétés répulsives pour les fourmis. Disposez-les autour des zones où les fourmis se trouvent.

J.K. Rowling, la créatrice de « Harry Potter », paye 50 millions d'impôts sur le revenu

Elle est l'une des célébrités britanniques le plus imposées, loin devant les chanteurs Ed Sheeran ou Harry Styles, en raison d'un business toujours aussi fructueux autour de son sorcier.

Voilà une feuille d'imposition que tout grand romancier rêve d'avoir : selon le Sunday Times, J.K. Rowling se classe parmi les 100 premiers contribuables britanniques avec des impôts qui culminent cette année à 47,5 millions de livres sterling (soit 54,7 millions d'euros).

Elle est loin devant d'autres célébrités comme Harry Styles, l'ancien membre des One direction (24,7 millions de livres), le chanteur Ed Sheeran (19,9 millions), les footballeurs Erling Haaland (Manchester City) et Mohamed Salah (Liverpool), qui payent moins de 20 millions, ou encore le boxeur Anthony Joshua, 100e de la liste avec 11 millions de livres.

J.K. Rowling est une habituée du classement : la créatrice de Harry Potter, qui a conçu les aventures du jeune sorcier au milieu des années 1990, a amassé une fortune considérable, devenant l'autrice la plus riche du monde. À la tête d'un magot estimé par Forbes à plus d'un milliard d'euros, la romancière a écoulé à date plus de 600 millions d'exemplaires de sa saga et gagnerait plus de 100 millions d'euros par an : des droits sur les adaptations au cinéma des aventures de Harry Potter (une série HBO est d'ailleurs en préparation) et sur la trilogie dérivée des Animaux fantastiques, des pièces de théâtre, les parcs d'attractions, le merchandising sur les jouets...

Fonds privé transphobe

Que fait-elle de sa fortune ? Outre des placements immobiliers, elle fait régulièrement œuvre de philanthropie en soutenant des associations qui s'engagent pour des familles monoparentales, la protection de l'enfance et finance



la recherche sur la sclérose en plaques. Elle a également alimenté la polémique en créant un fonds privé sur sa fortune personnelle destinée à défendre les droits des femmes et soutenir des procédures juridiques contre les

personnes transgenres... Sa présence dans la liste à la 36e place prouve que son business fonctionne à plein régime. En tête du classement, on trouve surtout des grands entrepreneurs comme les frères Done, spéci-

lisés dans le secteur des jeux du hasard (400 millions de livres d'impôts), nombre de financiers dont le fondateur de Revolut, ainsi que le roi de l'aspirateur Sir James Dyson... Le total des recettes de ces premiers impôts s'élève à plus de 6 milliards d'euros, soit un milliard de plus que l'an dernier en raison de l'augmentation de l'impôt sur les sociétés, rapporte la BBC.

Pas de trace, en revanche, des Windsor dans ce club des plus gros contribuables. Ce qui suppose que leurs impôts versés sont inférieurs à 10 millions d'euros. Le roi et le prince William touchent chacun environ 27 millions d'euros sur leurs duchés privés respectifs et paient une contribution « volontaire ». Quand Charles était encore prince de Galles, il réglait 6,7 millions d'euros au titre de l'impôt. Mais depuis qu'il est devenu roi, ni lui, ni William, ne consentent à révéler leur feuille d'imposition...

La Biennale de Diriyah 2026 célèbre les migrations et les savoirs ancestraux

Le désert de Diriyah s'est transformé en un théâtre à ciel ouvert pour l'art contemporain : la Biennale 2026 a débuté par une procession spectaculaire à travers la vallée de Wadi Hanifah, offrant un dialogue inédit entre nature, patrimoine et création artistique.

Parmi les quatre co-commissaires, la sud-africaine Kabelo Malatsie raconte la délicatesse du choix artistique : « Le défi a vraiment été de devoir sélectionner seulement certains artistes parmi autant de gens talentueux. »

L'artiste et architecte nigérian-britannique Yussef Agbo-Ola présente AGBA: 8 Stone Cave, une sculpture sacrée mêlant concepts yorubas et motifs traditionnels

saoudiens. Pour Agbo-Ola, « nos ancêtres ne sont pas seulement des êtres humains. Une rivière peut être un ancêtre, tout comme une montagne ou une plante. Nous sommes entourés de tous ces ancêtres avec lesquels nous pouvons communiquer. »

La sud-africaine Dineo Seshee Bopape invite les visiteurs à une expérience immersive où vent, migration et mémoire se croisent. Ses motifs ondulés au sol, inspirés du rituel ancestral du balai pour faire tomber la pluie, symbolisent la communion avec la terre et les ancêtres.

L'Éthiopien Elias Sime, lui, transforme les déchets électroniques en compositions géométriques

vibrantes dans sa série Lines in Nature, explorant le fragile équilibre entre progrès technologique et impact environnemental. « Mes œuvres explorent notre rapport à la technologie d'aujourd'hui, tant individuel que collectif. Je cherche à illustrer la frontière qui sépare le monde de la technologie de celui des êtres humains », explique Sime.

La Biennale se poursuivra jusqu'au 2 mai à JAX, à proximité du site UNESCO d'At-Turaif. Déjà, la prochaine édition, prévue pour 2028, confirme l'essor de la scène artistique contemporaine dans le Golfe et son rayonnement international.



Les voyages et la bande dessinée à l'honneur au Festival du livre de Paris 2026

Quelque 1 200 autrices et auteurs seront présents, ainsi que 450 maisons d'édition.

Le Festival du livre de Paris (Nouvelle fenêtre), autrefois Salon du livre, se tiendra à nouveau au sein du Grand Palais, du 17 au 19 avril et mettra à l'honneur les voyages et la bande dessinée, après l'annulation du Festival d'Angoulême cette année. En 2025, la manifestation dédiée au livre avait accueilli 114 000 visiteurs, dont près de 43% avaient moins de 25 ans,



quelque 1 200 autrices et auteurs

seront au Grand Palais. Le prix Goncourt Laurent Mauvignier, l'écrivain ukrainien Andréï Kourkov, Amélie Nothomb, Jacques Attali, le réalisateur et dessinateur Ugo Bienvenu, le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne ou encore

le chef étoilé Philippe Etchebest dédicaceront leurs œuvres sur place. La programmation sera dévoilée dans son ensemble le 25 février.

Un grand absent, Hachette Livre. Près de 450 maisons d'édition seront présentes ainsi qu'une vingtaine d'éditeurs partenaires. Seule manquera à l'appel Hachette Livre : le numéro un français de l'édition, filiale de Lagardère contrôlée par le milliardaire conservateur Vincent Bolloré, avait annoncé fin janvier la tenue de son propre festival, en mars à Paris, afin de célébrer son bice-

tenaire.

« Grande nouveauté : la nocturne du vendredi soir, ouverte au grand public, où littérature, arts culinaires et arts de la table dialoguent pour offrir une expérience unique, mêlant saveurs et récits du monde », annoncent les organisateurs sur le site du Festival.

Par ailleurs, le géant américain du e-commerce Amazon a annoncé, mardi 10 février, dans un communiqué qu'il serait « partenaire » du Festival du livre de Paris, fort de ses « 25 ans au service des lecteurs et des livres en France ».

39^e Sommet de l'UA : Les dirigeants africains examineront les moyens de réaliser la sécurité hydrique et de renforcer le développement durable

Les travaux du 39^e Sommet de l'Union africaine (UA) s'ouvrent samedi à Addis-Abeba (Ethiopie), sous le thème "Assurer une disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063".

Les chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de l'UA se pencheront, deux jours durant, sur les questions liées aux défis croissants auxquels le continent africain est confronté dans le domaine des ressources en eau et des services d'assainissement sûrs afin de mettre en place un plan pour les traiter, de manière à soutenir le développement durable sur le continent et à favoriser la réalisation des objectifs de développement et de l'Agenda 2063.

Dans ce cadre, un rapport sera présenté sur le thème retenu par l'UA pour l'année 2025: "La justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine grâce aux réparations", englobant l'ensemble des activités menées par les pays membres, un rapport du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, et un

autre rapport sur les réformes institutionnelles de l'organisation continentale, en sus d'un rapport sur la participation de l'UA au dernier Sommet du G20.

En prélude au sommet, la 48^e session ordinaire du Conseil exécutif s'est tenue les 11 et 12 février courant pour examiner le rapport de la 51^e session du Comité des représentants permanents (COREP) de l'UA, outre l'élection de nouveaux membres du CPS, et des membres du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE) et de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Le président de la Commission de l'Union africaine, M. Mahmoud Ali Youssouf, avait souligné, à l'ouverture des travaux de la 51^e session ordinaire du Comité des représentants permanents (COREP), tenue du 12 au 30 janvier dernier, l'importance stratégique de ce sommet qui intervient, a-t-il dit, dans une "étape délicate que traverse le continent", notamment au regard des défis actuels en matière de paix et de sécurité.

Il a également précisé, lors de sa rencontre avec les doyens

régionaux de l'UA, que les priorités du sommet incluent la mise en œuvre du deuxième plan décennal de l'Agenda 2063, le renforcement de l'action climatique et le soutien au commerce intra-africain dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale (ZLECAF), soulignant que le thème du sommet de cette année sera centré sur l'eau, étant "une ressource essentielle pour la vie, le développement et la durabilité".

Une expérience algérienne pionnière en matière de sécurité hydrique

Le choix de ce thème découle de la prise de conscience des dirigeants africains de l'importance de cette ressource vitale pour la réalisation du décollage économique, surtout avec l'aggravation de la crise de l'eau sur le continent, où des millions d'Africains souffrent d'une pénurie aiguë d'eau potable, notamment face aux vagues de sécheresse et aux changements climatiques qui ont durement impacté le secteur agricole et constituant une menace réelle pour la sécurité alimentaire dans de nombreux pays du continent.



Les travaux du sommet de l'UA seront sanctionnés par des décisions reflétant les efforts déployés par les Etats membres pour renforcer la solidarité continentale, contribuer à l'impulsion du développement en Afrique et réaliser les objectifs de l'Agenda 2063.

Selon un récent rapport des Nations unies, le continent africain figure parmi les régions les plus touchées par le stress hydrique, d'où la nécessité de trouver des solutions urgentes et durables.

Consciente de l'ampleur de l'enjeu, l'Algérie a relevé le défi en adoptant une approche "efficace" dans ce domaine, saluée par de nombreux experts, grâce à la stratégie pertinente

tracée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, priorisant la mobilisation des ressources hydriques durables à travers la construction de barrages et d'usines de dessalement de l'eau de mer.

Le président de la République avait insisté, à maintes reprises, sur la nécessité de focaliser les efforts sur le développement du continent africain. L'Algérie ayant injecté 1 milliard de dollars, par le biais de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, pour financer plusieurs projets en Afrique, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'eau.

Assemblée populaire nationale : La commission des Finances poursuit l'examen du projet de loi de règlement budgétaire de l'exercice 2023

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Mohamed Benhachem, a poursuivi ses réunions consacrées à l'examen du projet de loi de règlement budgétaire de l'exercice 2023, par l'audition du Directeur général des Impôts, Djamel Hanniche, du Directeur général du Trésor et de la comptabilité, Hadj Mohamed Sebaa, et de la représentante de la Direction générale du budget, Samia Aloune, indique jeudi un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Dans son allocution d'ouverture de la séance, tenue mercredi, le président de la commission a précisé que le projet de loi avait été élaboré conformément aux dispositions de la loi organique n°18-15 relative aux lois de finances, qui consacre la transition d'un budget de

moyens vers un budget de programmes et l'adoption d'une approche de gestion axée sur les résultats, de manière à renforcer la transparence et la reddition de comptes, tout en améliorant les mécanismes de gestion et de contrôle des finances publiques, précisant que la loi de règlement budgétaire a acquis, en vertu de ce texte, le caractère d'une loi de finances, tout en définissant son rôle dans la révision des comptes et l'évaluation des résultats d'exécution.

Dans son exposé, le Directeur général des Impôts a fait remarquer que le total des ressources de l'Etat de l'année 2023 s'est élevé à 9017,44 milliards de dinars, contre des prévisions de la loi de finances rectificative estimées à 8925,97 milliards de dinars, soit un taux d'exécution de 101,02 %, soit une hausse de 24,47 % par rapport à 2022.



Après avoir indiqué qu'une grande partie des impôts et taxes ont enregistré une augmentation de 18,7%, tandis que les dépenses fiscales ont reculé de 16,34%, M. Hanniche a estimé que ces résultats reflètent une amélioration des performances du système de recouvrement fiscal, d'où la nécessité de continuer à renforcer la durabilité structurelle des flux financiers. De son côté, la représentante de la Direction générale du budget a fait savoir que l'année 2023 a constitué la première année de mise en œuvre effective du budget de programmes dans le cadre de la réforme de la gouvernance

financière, d'autant plus qu'elle est intervenue dans un contexte d'amélioration des recettes et de soutien à la relance économique, face à une augmentation des dépenses liées à la poursuite du développement social, au soutien du pouvoir d'achat et à l'achèvement des grands projets. Elle a également précisé que la loi de finances complémentaire comprend des mesures visant à soutenir les catégories sociales, à régler les dettes et à lever le gel sur des projets stratégiques dans les domaines des infrastructures, notamment les chemins de fer, les ports, l'hydraulique, le logement, l'agriculture et l'énergie.

De son côté, le DG du Trésor et de la Comptabilité a indiqué que les mesures prises en 2023 portent sur la non-ouverture de nouveaux comptes d'affectation spéciale et l'intégration des dépenses au sein des comptes d'affectation spéciale dans le cadre des

dépenses à moyen terme (2023-2025), outre la poursuite de l'opération d'assainissement de ces comptes afin de renforcer le contrôle financier et de garantir l'équilibre du Trésor.

Lors du débat, les membres de la commission ont salué les efforts consentis pour préserver les équilibres financiers et renforcer la stabilité économique, soulignant l'importance de poursuivre les réformes structurelles en vue d'améliorer la soutenabilité des finances publiques.

Les questions des députés ont porté sur le bilan de la fiscalité ordinaire de l'année 2023 et sur la portée structurelle de l'amélioration enregistrée dans le système de recouvrement, en sus de la nécessité de réduire la dépendance du budget aux fluctuations du marché pétrolier et de renforcer la diversification des ressources financières.